

# culture enjeu

LES CRÉATEURS  
L'ARGENT  
LE PUBLIC

[www.cultureenjeu.ch](http://www.cultureenjeu.ch)

N°56 • DÉCEMBRE 2017

# NO BILLAG

C'ÉTAIT  
MIEUX  
AVANT...



ÉDITION SPÉCIALE QUADRILINGUE

# COMING SOON

**SORTIE DANS LES SALLES EN SUISSE  
ROMANDE LE 20 DÉCEMBRE 2017**



PAPA MOLL  
Manuel Flurin Hendry

POUR LE CINÉMA SUISSE.

**SRG SSR**

# Édito

## Le Contrat asocial

Par Frédéric Gonseth, co-président de



**O**n sonne à ma porte le 4 mars 2018. Un jeune homme bien mis, qui inspire confiance («Bonjour, je m'appelle Philippe N., je suis avocat et conseiller national d'un parti gouvernemental»), me propose de m'offrir 365 francs chaque année, à condition que j'appose ma petite signature au bas d'un contrat écrit en petits caractères. Comment ne pas se laisser tenter?

Ce n'est toutefois pas un simple cadeau. C'est un contrat. Et il me vient à l'esprit de lire les petits caractères. J'y vois que je m'engage à long terme et pas seulement pour ma petite personne: il s'agit de modifier le code des lois de mon pays, la Constitution. Je suis aussi censé m'engager envers ma famille, mes amis, mes voisins, mes collègues de travail, mes concitoyens des autres régions, afin qu'à l'avenir, nos joies ou nos inquiétudes, notre besoin de comprendre ce qui nous arrive, nous les confions à des chaînes de radio-tv internationales, parce que le contrat prévoit qu'on ne pourra plus aider les nôtres. (Et en tout petits caractères qu'il faut lire à la loupe). Il n'est pas certain que ces chaînes étrangères aient beaucoup de place pour notre petit bout de continent, sauf pour des faits sanglants, bien entendu. En fait, il faut s'attendre à l'oubli, comme pour les régions françaises. Le sympathique jeune homme tente un dernier argument pour extorquer ma signature: selon lui, je n'ai pas à prendre un ton d'enterrement, la suppression de deux tiers de ses moyens n'empêcherait nullement le service public de radio-tv de trouver d'autres moyens de se financer...

Quels moyens? La publicité sur la RTS ne se développe plus, même en instaurant une désagréable interruption des programmes; elle préfère internet. D'ailleurs, trop de publicité tire les programmes vers le bas, la brutalité, le racolage. Sans compter une ligne encore plus discrète que je découvre dans le contrat et qui signale que le financement public serait interrompu d'un coup sec le 1<sup>er</sup> janvier 2019. Une RTS obligée de fermer boutique sans délai en dix mois échapperait difficilement à la faillite. Quel privé voudrait relancer une radio-tv de cette qualité et de cette

ampleur, couvrant aussi bien l'info que la culture, le divertissement que le sport, dans laquelle il faudrait investir au bas mot un milliard pour racheter les dépouilles de la RTS et les rénover? Quel éditeur privé fournirait cette mise, sachant qu'il faut prévoir un fonctionnement de 500 millions par an, alors que dans la balance, les rentrées du marché publicitaire romand radio-visuel ne pèsent pas beaucoup plus de cent cinquante millions par an? Il faudrait réintroduire un abonnement. Pour couvrir un même éventail de programmes, on en reviendrait très vite au franc par jour qu'on était censé s'éviter...

Le démarcheur, je viens poliment de le renvoyer. Je sais qu'il va trouver au coin de la rue quelques oreilles complaisantes pour entendre que c'est trop cher payé pour des radio-tv pas regardées (et nombre sont de mauvaise foi en oubliant les diffusions sur internet). Si ces concitoyens l'emportent, à cause d'eux, j'habiterai désormais dans un pays riche, vanté jusqu'alors pour la douceur d'y vivre, et qui prendra le risque, afin d'économiser un quart du prix d'un café par jour, de renoncer à se forger une image de lui-même et d'éroder la confiance qui y règne. Aux moindres divergences dans la façon de voter, les relations avec les autres régions vont s'enflammer, et le sentiment d'appartenir à une minorité peu considérée par la majorité alémanique s'accroître. Tous les pays proches qui ont subi une dégradation de leurs médias radio-visuels, comme l'Italie, l'Espagne, la Grande-Bretagne, ont connu ces dernières années une grave altération de leurs relations d'une région à l'autre, comme ces derniers jours, la Catalogne, ou de leurs relations avec le reste du monde, comme le Brexit.

La SSR et les radio-tv locales ont quelque chose à voir avec le mode vie dans ce petit territoire où on ne fait pas tout comme les autres, où on respecte les minorités, et où on croit en son destin sans pour autant souhaiter écraser les voisins. Ce climat vivable, dû en partie à la confiance qu'inspirent nos médias radio-visuels, il a fallu des décennies pour l'instaurer, peut-être même plus. On peut le casser en une votation. ■ FG



Par Antoine Duplan p. 13

## SOMMAIRE

Décembre 2017 - n°56

### EDITION SPÉCIALE QUADRILINGUE

Cahier français	1 à 14
Édito : Le Contrat asocial	3
La RTS, vecteur d'identité depuis sa naissance	4
Le Mirage « No Billag »	5
Télévision suisse & cinéma suisse, un partenariat de longue date	6
La musique aussi relève du service public	7
Le chant de nos mers	8
Il était une fois	9
No Billag	10 à 11
Un franc pour la SSR est un franc pour la cohésion de la Suisse	12
LE BAR DES MAUDITS	13



### FRÉDÉRIC GONSETH

Après des études de sociologie, Frédéric Gonseth effectue un stage de journaliste à Zürich. Dès 1980, il devient réalisateur-producteur indépendant. Membre fondateur de nombreuses associations liées au cinéma, il est également membre fondateur et président des associations Archimob, Humen, CultureEnJeu et médias pour tous.

# La RTS, vecteur d'identité depuis sa naissance

Par Chantal Tauxe

Si la Suisse romande existe, on le doit beaucoup à la radio qui, depuis 1922, a relié les populations des cantons francophones en les fédérant autour de programmes communs.

**L**e leitmotiv ressurgit périodiquement dans le débat politique, tel un scotch dont on ne parvient pas à se débarrasser: «La Suisse romande n'existe pas». Démontrer qu'entre les six cantons francophones les intérêts ne sont parfois pas communs ouvre d'irrésistibles perspectives: si la Suisse romande n'existe pas, alors il n'y a pas de Roestigraben non plus, cette affreuse différence de sensibilités entre Alémaniques et Romands que certains dimanches soirs de votation la carte des cantons s'obstine à dessiner. Si la Suisse romande n'existe pas, alors tout va bien dans le meilleur des mondes helvétiques, il n'y a pas de crises de nerfs, pas de scènes de ménage, pas de revendications insistantes.

Notez le paradoxe: la Suisse s'enorgueillit d'être le fruit de quatre cultures, mais la deuxième en importance, la francophone, ne serait qu'un fantasme.

## LES DÉBUTS DE LA TSF



Méfions-nous de la suite du raisonnement: si la Suisse romande n'existe pas, alors il ne serait pas si épouvantable d'anéantir le financement de la SSR par la redevance. Il devient «salonfähig» de remettre en cause la clé de répartition qui avantage les régions latines (la Suisse romande fournit 23% de recettes, et perçoit 33% des ressources de la SSR, la Suisse italophone donne 4% et touche 22%. Pour la RTS, le gain représente 120 millions sur un budget total de 393,3 millions de francs). À la fin, si la RTS n'existe plus ou venait à être drastiquement amputée, ce ne serait donc pas si grave. Le fédéralisme n'est-il pas la concurrence des solutions entre cantons? C'est oublier que le fédéralisme repose tout autant sur la solidarité entre les régions et le respect – pas seulement rhétorique – des minorités.

## La radio devient un ciment entre les populations romandes qui écoutent les mêmes programmes.

Il n'est pas inutile de se souvenir que la radio romande a joué un rôle prépondérant dans l'émergence d'une conscience supra-cantonale. Dans la Suisse romande, une histoire à nulle autre pareille, l'historien Georges Andrey narre d'une plume enjouée les débuts de la TSF: «En ce domaine comme en tant d'autres, la Romandie est pionnière en Suisse. La première station est inaugurée le 26 octobre 1922 à Lausanne.» L'installation de téléphonie sans fil est rendue nécessaire par la conférence internationale sur la Turquie. Il faut que les diplomates puissent communiquer avec leurs chancelleries. Entre deux messages, Roland Pièce, en charge du poste émetteur, diffuse de la musique. Quelques mois plus tard, en décembre 1923, sera fondée la Société romande de radiodiffusion.



**CHANTAL TAUXE**

Journaliste passionnée par la politique, l'histoire, les enjeux européens et l'Italie. Membre de Médias pour tous et de [www.bonpourlatete.com](http://www.bonpourlatete.com). De 2009 à 2017, rédactrice en chef adjointe de *L'Hebdo*. [www.chantaltauxe.ch](http://www.chantaltauxe.ch)

Les abonnés se comptent vite par dizaines de milliers. Ce succès spectaculaire suscite des vocations, les stations poussent comme des champignons, mais la rentabilité n'est pas au rendez-vous. Le Conseil fédéral met de l'ordre, il autorise un seul émetteur par région linguistique: Beromünster, Sottens et le Monte Ceneri. La radio est reconnue comme un service public à but non lucratif. Nous sommes en 1931 et la SSR (Société suisse de radiodiffusion) est créée.

Peu à peu, alors que les journaux restent orientés sur l'actualité cantonale, la radio devient un ciment entre les populations romandes qui écoutent les mêmes programmes. Dès 1954, la télévision renforce encore le sentiment d'un destin commun qui naît des émotions partagées.

Dans un essai consacré à «La question romande», François Cherix concluait en 2009 «qu'on ne naît pas Romand, mais qu'on le devient.» Cette identité d'Helvète parlant français continue à se forger tous les jours en écoutant la radio, en regardant la télévision, en consultant le site internet de la RTS (qui s'est séparée de son adjectif «romande» en 2012). Elle n'enlève rien aux autres liens d'appartenance que chaque individu peut éprouver selon ses origines ou son parcours de vie.

Ne nous y trompons pas, en s'attaquant à la seule institution nationale linguistiquement décentralisée, NoBillag, sous ses atours comptables, est bien une torpille contre les valeurs suisses les plus précieuses. ■ ChT

# Le mirage « No Billag »

Par Jean-Jacques Lagrange

**Au** début des années cinquante, les pionniers qui créent la télévision en Suisse peuvent s'appuyer sur le service public de la SSR pour lancer le nouveau média. Un service public qui vit d'une redevance répartie équitablement entre les régions linguistiques.

En soixante ans, nous avons pleinement rempli notre rôle culturel de créateurs et notre profession sociale et citoyenne d'informateurs libres et indépendants en réalisant une offre programme avec des milliers de reportages, de documentaires, d'émissions d'information et d'enquêtes d'investigation qui ont fait découvrir la Suisse aux Suisses et amené la diversité des images du monde dans tous les foyers. Les spectateurs de la TV romande ont pu aussi suivre plus de six-cents dramatiques originales et une centaine de téléfilms inédits avec des acteurs suisses, des opéras, des concerts, des divertissements, une offre cinématographique et des événements culturels ou sportifs qui ont rassemblé devant le petit écran les Suisses dans un sentiment d'appartenance citoyenne à la communauté helvétique. Sans oublier que depuis 1960, situation unique en Europe, la Suisse était complètement arrosée par les chaînes étrangères qui font encore une terrible concurrence à notre service public helvétique.

Face aux géants des chaînes publiques et privées en une seule langue de nos grands voisins, les réalisateurs, les journalistes, les techniciens et cinq mille autres collaborateurs du service public suisse réussissent à gérer des chaînes radio et tv en quatre langues pour le petit marché de notre pays de huit millions d'habitants. Ils apportent une contribution globale à notre société et à la démocratie par leur professionnalisme qui est reconnu internationalement par une participation active à l'Union Euro-

péenne de Radio-Télévision, à l'Eurovision et au sein des réseaux francophones et germanophones de TV5Monde, 3Sat et Swissinfo.

Partout dans le monde la presse et les médias sont aujourd'hui bouleversés et menacés par la révolution technologique, internet, les réseaux sociaux, la numérisation et les algorithmes. Avec l'illusion que tout est gratuit ou qu'au mieux on ne paie que ce que l'on consomme... ce qui sera toujours plus cher que la redevance unique! Ce 21<sup>e</sup> siècle est celui de la connectivité et de l'interdisciplinarité. Aucun acteur ne peut seul résoudre ces problèmes. Il faut réfléchir et trouver collectivement les réponses à ces défis. Les médias, presse et audiovisuels suisses, publics et privés, sont condamnés à se remettre en question mais ne survivront qu'en se réorganisant et en collaborant activement.

Ce n'est hélas pas ce qui se passe avec l'initiative «No Billag». Elle veut purement et simplement supprimer la redevance SSR pour céder la place au libre marché privé de la concurrence qui soi-disant ferait mieux et meilleur marché. On passerait du «nous» de la communauté au «je» des consommateurs. Un oui à «No Billag» signifierait la disparition rapide et totale du service public suisse, la perte d'un précieux savoir professionnel et pénaliserait aussi les radios et tv locales qui reçoivent une part de la redevance. Le vide créé laisserait le champ libre aux chaînes étrangères qui privent déjà chaque année les médias suisses de plus de cent millions de francs de revenus publicitaires sans investir en retour un seul centime dans des productions suisses.

On nous demande de lâcher la proie pour l'ombre. Un dicton populaire nous rappelle «qu'un tien vaut mieux que deux tu l'auras». C'est pourquoi je voterai NON à «No Billag». ■ JJL

## Jean-Jacques LAGRANGE (1929)

Pionnier TV Genevoise (1952-1954)  
Cinéaste et réalisateur TSR (1954-1994)  
Membre du Groupe 5 (1968)  
Web editor et historien des archives RTS (1995-2015)



## Merci la TSR, Merci la SSR!

Par Jean-Luc Bideau, acteur

La TSR reste le producteur incontournable du cinéma suisse romand. Sans elle, le cinéma suisse n'existerait peut-être pas.

Il suffit de se rappeler «Le Groupe 5» pour constater cette évidence. Les cinéastes Lagrange, Soutter, Tanner, Goretta et Roy ont débuté à la TSR par des documentaires. Forts de cette expérience, ils ont sollicité une aide pour passer à la fiction. Berne n'était alors que pourvoyeur de modiques sommes d'argent uniquement consacrées aux films documentaires. Il a fallu toute l'énergie et la ténacité des réalisateurs du «Groupe 5», encore une fois aidés à la base par des fonds de la TSR, pour que Berne admette que l'on pouvait joindre le documentaire à la fiction.

Aujourd'hui, et sans citer tous les cinéastes suisses qui prolongent les qualités de leurs prédécesseurs, il est évident que, sans une télévision nationale avec ses antennes régionales comme pivot financier et diffuseur de presque toutes les productions cinématographiques suisses, le cinéma helvétique se réduirait à peau de chagrin. C'est pourquoi, il est indispensable de défendre une redevance. Non à une initiative NO BILLAG, démagogique et inconsciente des dégâts qu'elle provoquerait. ■ JLB



## JEAN-LUC BIDEAU

Acteur fétiche du nouveau cinéma suisse, comédien incontournable et ancien sociétaire de la Comédie-Française, a participé à 91 films de cinéma, 8 court-métrages, 63 films ou séries de télévision et 47 pièces de théâtre.

# Télévision suisse & cinéma suisse, un partenariat de longue date

Par Denis Rabaglia

C'est le cas dans tous les «petits» pays européens. En Belgique, aux Pays-Bas, dans les pays nordiques: en-dessous d'un bassin inférieur à 10 millions d'habitants, les télévisions publiques sont des alliées incontournables de leurs cinématographies nationales. Pourquoi cela?



**P**arce qu'une télévision nationale a besoin de produire et de diffuser des récits de sa nation. Elle ne peut se contenter de reprendre indéfiniment des séries américaines, si brillantes soient-elles. Elle a pour mandat de raconter des histoires pour tous ses publics et pas seulement pour les insomniques qui dévorent des films et séries en VOD. Le fait est que diffuser des œuvres nationales de fiction et de documentaire (des films danois au Danemark, des films finnois en Finlande) dépasse simplement les notions de «diversité culturelle» ou de «mandat de service public» et répond à un profond besoin sociétal: celui d'offrir un reflet du monde dans lequel nous vivons et pas seulement de celui dans lequel nos voisins vivent.

Les rapports entre cinéma suisse et télévision suisse relèvent eux aussi de cette logique mais avec une réalité multiculturelle plus complexe. Chacun sait que la SSR est constituée de quatre entités, chacune étant dédiée à une langue nationale. Chaque entité a pour mandat, notamment, de produire ou coproduire des œuvres de fiction et de documentaire dans sa langue, cela avec des moyens adaptés à son bassin de population et en collaboration avec les auteurs, producteurs, interprètes et techniciens de sa zone linguistique.



Cette collaboration est formalisée au sein d'un accord intitulé «le Pacte de l'Audiovisuel» négocié entre les parties chaque 4 ans et dont l'édition en cours comprend un montant de 27,5 millions de francs suisses. Ces moyens financiers vont se répartir entre les entités sur des œuvres de télévision (pour lesquelles le pouvoir éditorial est essentiellement dans les mains des responsables de chaque unité) et des œuvres cinématographiques (pour lesquelles le pouvoir éditorial est dans les mains des producteurs dits indépendants). Logiquement, les entités vont mettre plus de moyens financiers dans une œuvre de télévision que dans une œuvre cinématographique et tout aussi logiquement, ce financement va déterminer leur première utilisation publique: télévision ou cinéma.

**Offrir un reflet du monde dans lequel nous vivons et pas seulement de celui dans lequel nos voisins vivent.**

Cette forme de collaboration - qui est identique à celle des autres «petits» pays européens - prend sa source dans les années 70: à la RTS de l'époque travaillent

Alain Tanner, Claude Goretta et Michel Soutter, et l'allocation de moyens de productions à leurs premiers films de cinéma a permis l'émergence sur la scène internationale du «nouveau cinéma suisse». Ce succès a été mis à profit par les professionnels des autres régions du pays pour mettre sur pied une collaboration régulière avec les autres entités de la SSR. Dans le cas de la Suisse alémanique, le dialecte va devenir une pierre angulaire de cette politique car si la SF (Schweizer Fernsehen) ne produit pas d'œuvres de fictions en dialecte alémanique, qui va le faire? Certainement pas les télévisions allemandes!

Ainsi, au fil des décennies, une fructueuse collaboration entre la télévision suisse et le cinéma suisse s'est ainsi nouée. Certes, celle-ci n'a pas la même couleur à Genève, à Zurich ou à Lugano car elle épouse les réalités socioculturelles respectives.

L'initiative NO BILLAG attaque le cœur de ce dispositif en entraînant de facto la disparition de la SSR et en supprimant ainsi environ 25% des moyens financiers du cinéma suisse fiction et documentaire, tout en réduisant à néant la production d'œuvres de télévision. Au lendemain de la votation, si elle devait emporter la majorité, qui montrera nos films, qui raconterait nos histoires? Certainement pas les télévisions des autres pays! ■ DR

**Denis Rabaglia**

Auteur-réalisateur entre autres des films «Azzurro» (2000) et «Marcello Marcello» (2008). Président de la Société Suisse des Auteurs depuis août 2012, coopérative de gestion de droits d'auteur représentant 3000 auteurs de la scène et de l'audiovisuel en Suisse.

# La musique aussi relève du service public

Par 1500 membres de la Suisa



Plus de 1500 compositeurs, paroliers et éditeurs de musique en Suisse se sont engagés pour le service public. Dans une résolution, ils ont attiré l'attention des parlementaires suisses sur l'importance des chaînes de radio et de télévision financées par la redevance. Cette résolution a été lancée lors de l'Assemblée générale 2017 de SUISA, la coopérative des compositeurs, paroliers et éditeurs de musique en Suisse et au Liechtenstein.

**En** vue de la session d'automne des Chambres fédérales, les signataires ont demandé aux parlementaires de prendre en compte le rôle des chaînes financées par la redevance et de ne pas affaiblir leur position dans le débat concernant l'initiative «No Billag» ainsi qu'en cas d'offensives visant la SSR.

Les chaînes et stations financées par la redevance garantissent une grande diversité culturelle.

Pour les créateurs suisses de musique, les chaînes de la SSR ont une importance capitale. Elles leur permettent de faire découvrir leurs œuvres et leur fournissent une plateforme incomparable. Financées par la redevance, elles ont un mandat de service public qui porte aussi sur la musique et la culture. Cette mission oblige la SSR à contribuer à l'émergence d'une création artistique riche et diversifiée. Les stations de radio de la SSR diffusent 20% de musique suisse, tous genres confondus.

Cela représente en moyenne plus du double de ce que programmement les diffuseurs privés.

Une réduction de l'offre de la SSR aurait un impact considérable sur les créateurs de musique.

Cet état de fait est menacé, d'une part, par l'initiative «No Billag», mais aussi par une volonté parfois exprimée sur le plan politique de réduire le nombre de chaînes de la SSR. Les conséquences pour les artistes suisses seraient dramatiques, puisqu'ils ne trouveraient plus leur public. Par leur résolution, les membres de SUISA ont donc mis le monde politique en garde contre un appauvrissement des médias financés par la redevance. Ceux-ci renforcent l'identité culturelle des minorités linguistiques et régionales et favorisent l'échange entre elles. Cet aspect est de première importance pour la cohésion d'un pays multilingue.

La liste des personnes ayant signé la résolution peut être consultée sur [www.suisa.ch/fr\\_resolution](http://www.suisa.ch/fr_resolution)

## Texte de la résolution

Un engagement clair en faveur du service public... et de ceux qui offrent une plateforme à la musique suisse!

Les stations de radio financées par la redevance sont extrêmement importantes pour les membres de SUISA – à savoir les compositeurs, paroliers et éditeurs de musique en Suisse et au Liechtenstein – et pour la culture suisse en général. En effet, elles découvrent et diffusent notre musique, notre culture, notre identité sonore.

Dans le cadre du débat sur l'initiative «No Billag» et face aux offensives visant à supprimer certaines stations de la SSR, nous invitons tous les membres du Conseil national et du Conseil des États à penser au rôle de ces stations et à en souligner l'importance.

Rendez possible la création artistique dans notre pays au lieu de la freiner!

- Les stations financées par la redevance accomplissent un mandat de service public. Le divertissement, la musique et la culture en font partie.
- Grâce à la SSR, la musique suisse de tous les genres est diffusée.
- Qui d'autre que la SSR, avec des stations comme Option Musique, Radio SRF Virus, Musikwelle, Radio Swiss Pop, Radio Swiss Jazz ou Radio Swiss Classic, offre une plateforme également aux artistes suisses moins célèbres?
- Certaines stations de la SSR diffusent jusqu'à 50% de musique suisse. En considérant la totalité des stations SSR,

la proportion de musique suisse est supérieure à 20%. C'est en moyenne le double de ce que diffusent les stations privées.

- Les stations contribuent également au succès de la musique suisse grâce à des interviews, des retransmissions de concerts et des émissions en direct.

Les membres de SUISA mettent en garde contre un appauvrissement des médias financés par la redevance, dont les programmes respectent le mandat de service public: ils renforcent l'identité culturelle des minorités linguistiques et régionales et favorisent l'échange entre elles. Cet aspect est de première importance pour la cohésion de notre pays multilingue.

# Le chant de nos mers

Par Daniele Finzi Pasca

S'il n'était pas obligatoire de payer la redevance, et que cela restait seulement un choix individuel, alors je la payerais certainement.

**J**e suis né sur une île. Au sud nous avons des frères et des cousins. Nous sommes faits de la même pâte, mais le fil subtil qui nous divise est suffisant à nous faire sentir que l'air que nous respirons a un autre parfum, et que, d'ici et de l'autre côté des rives de cette mer, nous sommes habitués à des règles et à des traditions différentes. Les détails changent, mais ce sont précisément ces derniers qui différencient les diverses tribus. Au nord, il y a également une mer invisible qui nous sépare de frères et de cousins de sang, qui parlent une langue autre que la nôtre, qui épient leurs plats de manière spéciale, qui rient de blagues que je ne comprends pas, mais que, aux grandes fêtes officielles, j'embrasse comme s'étreignent les proches et les membres de la famille réunis autour du repas de Noël.

En courant d'un côté à l'autre des trottoirs, on traverse ce passage de mer imaginaire.

C'est une mer que nous souhaiterions sereine, magique, enrichissante. Une mer qui nous permette aussi de nous sentir uniques et originaux comme se ressentent habituellement tous les insulaires.

Pour nous rappeler qui nous sommes et pour pouvoir le raconter à qui veut nous entendre, il faut que nous ayons des moyens et des outils adéquats. Nous avons besoin de voix pour le dire, d'histoires à raconter, d'une mémoire à conserver et à transmettre.

Notre pays est un petit pays et nous italophones au sein de ce micro univers, nous avons besoin de porteurs de paroles qui nous présentent, qui génèrent des pensées, de la réflexion, de

la culture. Nos radios et nos télévisions servent à cela et doivent rester les nôtres. Elles doivent nous appartenir et devraient continuer à générer la vibration sonore de cette mer imaginaire qui nous protège.

J'ai quelques petites idées personnelles que parfois je partage au bar avec des amis: faire jouer l'équipe nationale de foot contre le Portugal, créer une nouvelle organisation du trafic urbain devant chez moi, proposer la radio et la télévision que je voudrais. J'ai mes idées et j'aimerais tant qu'elles soient un peu prises en compte. Je pense que la redevance devrait être distribuée différemment, soutenant plus fortement les radios et les télévisions privées. Je pense que nous devrions continuer à nous mettre en question, en essayant d'innover, en utilisant un autre mode de raisonner avec des idées nouvelles. Ceci dit, je ne rêverais jamais de «faire sauter» l'équipe nationale parce qu'elle ne joue pas comme j'aimerais, ni de supprimer le son sourd du va et vient des vagues d'une mer qui m'accompagne depuis que je suis gamin, qui me défend et me rappelle d'où je viens.

Il y a des prix à payer pour vivre sur une île entourée d'étendues d'eau. Mers imaginaires si belles qu'on les traverses à la nage sans se mouiller, mers faites d'eau tellement légère et douce qu'on peut aussi la boire.

Il serait insensé d'étouffer ce chant répétitif et mélodieux qui en fin de compte est la sonorité de notre identité et la respiration de notre mode d'exister. J'adore vivre sur cette île qui pour exister a besoin du chant de cette mer imaginaire que nous tous devrons savoir protéger en le réinventant chaque jour.

Moi, ce prix-là, je suis disposé à le payer. ■ DFP

Traduction: Gérald Morin



Daniele Finzi Pasca

Clown, auteur, metteur en scène et chorégraphe, Daniele Finzi Pasca est cosmopolite d'esprit. Avec sa Compagnie il a signé, entre autres, la création et la direction d'événements majeurs tels que la Cérémonie de clôture des Jeux Olympiques de Turin 2006, celle de Sotchi 2014, la Cérémonie d'ouverture des Jeux Paralympiques de Sochi 2014, deux spectacles pour le Cirque du Soleil en 2005 et 2016... À l'horizon, la prochaine Fête des Vignerons de Vevey pour 2019.

**33 %** Part des ressources de la SSR dévolue à la Suisse romande (population = 23%)

**43 %** Part des ressources de la SSR dévolue à la Suisse alémanique (population = 73%)

**22 %** Part des ressources de la SSR dévolue à la Suisse italophone (population = 4%)

**2 %** Part des ressources de la SSR dévolue à la Suisse rhéto-romanche (population = 0,5%)

# SSR: LE LIANT FÉDÉRAL



## Pedro Lenz

Originaire du canton de Berne, Pedro Lenz vit depuis 2001 de son activité d'écrivain, poète et chroniqueur pour divers journaux. Habitué des performances scéniques, il est membre du groupe de poètes spoken words *Bern ist überall* et auteur de textes pour des compagnies de théâtre et la radio alémanique. Son best seller *Der Goalie bin ig*, écrit en suisse-allemand, a déjà été traduit en allemand, français, anglais et italien, a été adapté au cinéma par Sabine Boss. Voir [www.pedrolenz.ch](http://www.pedrolenz.ch)

# Il était une fois

Par Pedro Lenz

**I**l était une fois une Suisse qui se portait plutôt bien, en tout cas mieux que beaucoup d'autres pays. Il y avait un tas de raisons à ce bien-être. Les gens qui vivaient dans cette Suisse-là étaient braves et parfois même malins. Ils investissaient dans la culture et la recherche. Ils étaient restés longtemps épargnés par les guerres et autres grandes catastrophes. Mais surtout ils pratiquaient une convivialité particulière entre eux. Leur histoire leur avait enseigné à prendre égard les uns envers les autres et à respecter la diversité des opinions. Il faisait partie des traditions de ce pays de pratiquer l'art du dialogue, de l'échange et de l'écoute. Durant de nombreuses décennies, les Suisses et les Suisse s'étaient habitués à ne pas exclure des minorités et des personnes d'opinions différentes mais à les intégrer. Ils s'étaient exercés à rechercher des consensus. Et quand subsistaient, malgré tout, des désaccords, on ne prenait pas des décisions radicales, mais on cherchait le compromis. Parfois, c'était ennuyeux, mais en règle générale, ça fonctionnait plutôt bien. Et c'était important parce que ce pays n'était pas unifié par la langue, l'ethnie, la religion voire la géographie.

La Suisse n'était un pays uni, uniquement parce que ses habitants et habitantes le voulaient.

À un moment ou à un autre, d'aucuns commencèrent à s'ennuyer dans ce pays. «Pourquoi les Suisses doivent-ils être tou-

jours aussi raisonnables?», se demandaient-ils. «Ça serait tellement plus captivant», pensaient-ils, «si nous cultivions un commerce agressif entre nous! Ça serait si beau si nous pouvions diffamer des adversaires politiques et cesser de maintenir notre traditionnel consensus. Il serait tellement excitant d'avoir – à l'instar d'autres pays – nos démagogues et populistes! Comme notre pays pourrait être plus attrayant si nous étions plus égoïstes et si, au lieu de rechercher la concorde, nous cultivions la division.»

Alors, de plus en plus de gens dans le pays se mirent à diaboliser des réalisations constitutives de ce pays. À cet effet, il fallut introduire de nouveaux concepts et leur conformer notre langue, ce qui finit bientôt par se produire. Les nécessiteux devinrent des parasites sociaux, des profiteurs. Les requérants d'asile devinrent des réfugiés économiques. On fit de ceux qui s'engageaient pour le bien commun une «Classe-Politique». Et la population se transforma en peuple. Et pour différencier ceux qui possèdent un passeport suisse depuis la naissance de ceux qui ne l'ont acquis que plus tard, on réactiva, en Suisse alémanique, le terme de Confédérés pour les premiers.

Ceux qui s'étaient fait connaître en piétinant les anciennes valeurs suisses se nommaient dorénavant patriotes. Et, quand à l'occasion d'une votation populaire ils obtenaient plus du 50% des voix, il fallait que l'autre moitié de la population se plie.

**Ceux qui s'étaient fait connaître en piétinant les anciennes valeurs suisses se nommaient dorénavant patriotes.**

Mais à un moment ou à un autre, les gens de cette opinion remarquèrent que le mépris affiché envers les traditionnelles valeurs de l'aptitude au dialogue ou de la solidarité leur faisait perdre peu à peu la patrie. Ils tentèrent de compenser ce manque de patriotisme par une haine quasi religieuse de l'Europe et du Monde entier. En même temps, on assista à une floraison de signes extérieurs et symboles qui auraient dû masquer ce manque de patriotisme. Cependant, le Swissness bicolore avec des vaches de plastique, de la pop patriotique, des films de montagne et chemise à Edelweiss ne parvint pas à remplacer le sens perdu du bien commun.

La bande qui dirigeait ce patriotisme auto-proclamé commença à comprendre ce qu'elle avait semé. «Si, de toute façon, nous avons déjà diabolisé presque tout ce qui assure la cohésion nationale», se dirent-ils, «nous pourrions maintenant aussi nous attaquer à la radio et télévision de service public! Qu'on en finisse avec tout ce qui donne à ce pays encore un peu de cohésion.» ■PL

Traduction : Marco Polli



## Vu par Marco Solari et Raphaël Brunschwig

Interviewés par Ivo Silvestro, journaliste, culture et société, à LaRegione

C'est un Marco Solari plus étonné qu'inquiet, que nous avons rencontré pour parler de l'initiative No Billag dont les conséquences seraient particulièrement préoccupantes pour la Suisse italienne

**Marco Solari** Il s'agit d'un vote que j'ai de la peine à comprendre. D'autres personnes peut-être ne l'approuvent pas, mais au moins en comprennent le sens. Ici nous sommes dans une situation où une confusion incroyable s'est insérée dans cette voie sans issue du «comme sont antipathiques les responsables de la redevance Billag!» Nous payons 4 et nous recevons 20: cet argument devrait être suffisant pour convaincre les Tessinois et les Rhéto-romanches de langue italienne. Pensons également aux emplois et aux postes de travail pour nos enfants qui disparaîtraient... C'est comme avoir un oncle d'Amérique qui te finance une vie au-delà de tes moyens, mais que tu rejettes parce qu'il te semble antipathique!

**Ivo Silvestro** - Il est évident, Marco Solari, que l'importance des services publics ne peut être réduite à l'impact économique de la RSI.

**MS** - Certainement: il y a au moins ici deux aspects très importants. Le premier est la défense de l'italianité. Et l'italianité est importante, pas seulement pour le canton du Tessin, mais pour tout le pays! L'esprit italien est défendu et se fait connaître non seulement par le RSI, mais aussi par les autres chaînes de la SSR

parce que la culture italienne fait partie de la Suisse. N'oublions pas que nous avons trois cent mille italophones vivant hors du Tessin et des Grisons d'expression italienne et, surtout, que plus d'un tiers de la population suisse parle italien comme seconde ou troisième langue! Et ce serait illusoire de penser que, privées de ressources financières, la SRF ou la RTS continueraient à promouvoir la culture italienne: elles n'en auraient plus les forces nécessaires et se concentreraient avant tout sur les aspects sociaux et culturels de leurs propres publics.

Le deuxième aspect est, bien sûr, la cohésion nationale, le fait de tenir ensemble tous les Suisses. La SSR est la «Cimentit» de ce pays. La seule structure qui soit restée, étant donné qu'au cours des dernières décennies nous avons perdu de nombreux symboles de notre «helveticité»: nous pensons entre autres à Swissair, aux PTT...

**IS** - Il y a des personnes qui ont affirmé, même au Parlement, que la cohésion nationale existait avant l'arrivée de la radio et de la télévision publiques...

**MS** - Non, il n'y avait pas beaucoup de cohésion nationale, il y avait le patriottisme des cantons, et les distances géographiques étaient aussi mentales! Au-

jourd'hui, certes, on a parfois de la peine à se comprendre de canton à canton, mais il existe certainement une sensibilité plus forte à l'encontre des autres régions linguistiques.

**IS** - Les temps ont cependant changé: le service public n'est-il pas devenu superflu, étant donné que grâce à la technologie d'aujourd'hui il est très facile aussi bien de créer des contenus audio-visuels que d'utiliser d'autres contenus créés partout dans le monde? Bref, quel besoin y a-t-il d'avoir un téléjournal national si je ne peux lire le New York Times?

**MS** - Mais de quelles informations parlons-nous? Nous avons besoin d'un journalisme de qualité lié à notre réalité. Le New York Times ne s'intéresse pas à la Suisse en particulier. Et en plus, nous avons besoin d'un journalisme impartial: les médias privés, légitimement, apportent souvent leur propre ligne éditoriale, tandis que la SSR a, de par son statut, une approche neutre, et cela est très important pour la démocratie.

**IS** - Toutefois, cela n'empêche pas une remise en question des missions du service public.

**MS** - Absolument, mais ici, nous ouvrons

# IMPRESSION

un autre chapitre. La définition du service public est certainement interprétable : ce qui est service public pour les uns ne l'est pas nécessairement pour d'autres. Pour certains, une transmission culturelle est inutile alors que pour d'autres elle est essentielle car elle enrichit le public.

**IS** - Habituellement, c'est le divertissement qui est mis en discussion...

**MS** - Bien sûr! Dans le divertissement il y a des programmes qu'il est difficile de considérer de service public, mais ils peuvent aussi se justifier parce qu'ils aident à soutenir financièrement la SSR à travers les revenus publicitaires qu'ils engendrent.

**IS** - Il y a ensuite tout le chapitre concernant le cinéma: de votre observatoire de président du festival du film de Locarno, quels dangers voyez-vous pointer à l'horizon?

**MS** - Le festival du film de Locarno est un festival suisse et ne peut qu'avoir un regard bienveillant envers le cinéma suisse. Mais c'est seulement grâce au soutien de la SSR qu'il est possible d'avoir un cinéma suisse. Un appauvrissement de notre cinéma national signifierait aussi un appauvrissement de l'identité suisse. Probablement, le dommage ne serait pas si facilement mesurable, mais il ne serait certainement pas seulement économique; il concernerait aussi ce que nous ressentons à l'intérieur de nous-même, notre «être Suisse».

Attention cependant: Locarno est un festival suisse; il n'est pas un festival du cinéma suisse. Nous ne sommes pas le festival de Soleure qui est une vitrine de tous les films qui ont été réalisés dans notre pays. Nous, à Locarno, nous pourrions même éventuellement ne pas avoir un seul film suisse à présenter si, dans l'absurde, aucun n'atteignait la qualité que nous exigeons. Mais là-dessus, je

pense que Raphaël Brunschwig, directeur opérationnel du festival, voudra bien ajouter quelque chose.

**IS** - Raphaël Brunschwig, pour vous quels seraient les risques d'un festival de Locarno sans cinéma suisse?

**Raphaël Brunschwig** - Les festivals sont des lieux de rencontre... À Locarno, les cinéastes suisses sont confrontés avec le monde et le monde est confronté à la Suisse. Perdre cette fonction de rencontre et d'échange serait désastreux surtout dans un moment où on a tendance à consommer les mêmes contenus audio-visuels dans le monde entier.

Nous devons réaliser que l'industrie cinématographique suisse - et en général celle européenne - est trop petite pour voler de ses propres ailes. Pour la maintenir compétitive face à une concurrence internationale toujours plus féroce, un apport financier de la SSR est vital à travers le Pacte de l'audiovisuel qui est un des piliers du cinéma suisse. Renoncer à ce soutien ferait entre autres de la Suisse une exception au niveau européen, sinon mondial.

**IS** - N'y a-t-il pas une méfiance excessive envers le marché? Vous pensez vraiment que sans la SSR on ne trouverait plus d'argent pour un cinéma de qualité?

**RB** - Ce n'est pas juste une question de financement, mais aussi de compétences et de diffusion, parce que ne l'oubliions pas: le Pacte de l'audiovisuel concerne aussi les droits de commercialisation.

Grâce à ce système, on assure une continuité qu'un privé, seul, ne pourrait pas garantir. Et ainsi on arrive à permettre la réalisation de films qui, sur le marché, auraient difficilement du succès mais racontent des réalités qui existent et méritent d'être valorisées. ■

Traduction : Gérald Morin



**RAPHAËL BRUNSWIG**

a commencé sa carrière à Publisuisse où il y resta 9 ans. En 2013, il entre au Festival de Locarno initialement en tant que coordinateur Sponsoring et fut également responsable du projet de rénovation du cinéma Ex \* Rex. En 2016, il est nommé vice directeur des opérations du Festival pour en devenir directeur dès septembre 2017.



**MARCO SOLARI**

diplômé en sciences sociales à l'Université de Genève, a été nommé en 1972 directeur de l'Office du Tourisme tessinois. Depuis 1988, il occupe le poste de délégué du Conseil fédéral suisse pour les célébrations des 700 ans de la Confédération. En 1997, il devient vice-président de l'Executive Board du groupe Ringier. Depuis 2000, il est président du Festival de Locarno. Il a également été président de l'Office du Tourisme tessinois de 2007 à 2015.

## CultureEnJeu n°56

Décembre 2017

Éditeur responsable **Association CultureEnJeu**  
Association pour la sauvegarde des ressources financières des artistes de toute la Suisse

### Rédaction

CultureEnJeu • Rue du Petit-Chêne 25  
CH-1003 Lausanne  
+41 (0)21 311 18 77 • info@cultureenjeu.ch  
[www.cultureenjeu.ch](http://www.cultureenjeu.ch)

### Rédacteur en chef

Gérald Morin • gerald.morin@cultureenjeu.ch

### Comité de rédaction

Joël Aguet • Vincent Aletta • Christian Campiche • Frédéric Gonseth • Corinne Jaquier • Gérald Morin • Marco Polli • Nadine Richon • Christine Salvadé

### Direction artistique

Françoise Morin • francoise.morin@cultureenjeu.ch

### Identité visuelle & maquette

Elise Gaud de Buck • [www.lelgo.com](http://www.lelgo.com)

### Auteurs invités

Voir sur [www.cultureenjeu.ch](http://www.cultureenjeu.ch) section Auteurs

### Administration & abonnements

Micaela Campiche • [secretariat@cultureenjeu.ch](mailto:secretariat@cultureenjeu.ch)

### Parution quatre fois par an

ISSN 1660-7678 • Reproduction des textes autorisée uniquement avec l'accord de l'éditeur et avec la citation de la source.

### Impression

Gasser Media SA • CH - 2400 Le Locle

### Illustrations & crédits photographiques

Couverture et illustration : © Pitch Comment

- |    |   |
|----|---|
| 3  | Frédéric Gonseth © DR   |
| 4  | Chantal Tauxe © DR  |
| 5  | Jean-Jacques Lagrange © DR                                    |
| 5  | Jean-Luc Bideau © DR  |
| 6  | Denis Rabaglia © DR   |
| 8  | Daniele Finzi Pasca<br>© Viviana Cangialosi / Cie Finzi Pasca |
| 9  | Pedro Lenz © Philipp Zinniker                                 |
| 11 | Raphaël Brunschwig © Locarno Festival                         |
| 11 | Marco Solari<br>© Locarno Festival / Reza Kathir              |
| 12 | Christine Bulliard-Marbach © DR                               |
| 13 | BD Le Bar des Maudits © Antoine Duplan                        |

# Un franc pour la SSR est un franc pour la cohésion de la Suisse

Par Christine Bulliard-Marbach

**L'**initiative populaire «NoBillag» constitue un véritable danger pour la Suisse. En voulant supprimer la redevance audiovisuelle de réception radio et télévision en Suisse, elle s'en prend à l'existence même de notre service public. Soyons-en sûrs : la SSR ne survivrait pas au choc de l'abolition de la redevance, contrairement à ce qu'affirment les initiateurs. Elle disparaîtrait, et avec elle environ 6'000 emplois. En un dimanche de votation, on tirerait un trait définitif sur SRF, RTS, RSI, RTR et Swissinfo, aussi bien la radio que la télévision. C'est pour éviter ce naufrage qu'il faut rejeter l'initiative NoBillag.

Certes, les voix favorables à cette initiative néfaste prétendent tout le contraire. Les initiateurs estiment que la SSR pourra se maintenir à flot en augmentant ses recettes publicitaires. Mais un simple coup d'œil à la réalité des faits permet de désarmer cette argumentation. Aujourd'hui, la redevance représente 75% des revenus de la SSR. Il lui serait impossible de rattraper un tel manque à gagner via les revenus publicitaires, même en coupant brutalement dans les prestations. Si on supprime la redevance, on condamne du même coup la SSR. On le voit, l'initiative NoBillag est en réalité une initiative NoSSR.

Le coup porté aux régions francophones et italophones de la Suisse serait particulièrement dévastateur. Ces régions n'ont pas la taille critique nécessaire pour pouvoir financer par elles-mêmes des radios et télévisions suprarégionales, même en introduisant une redevance romande et une redevance tessinoise. La Suisse romande et le Tessin profitent de la solidarité de la Suisse alémanique, qui leur verse une partie de la redevance récoltée outre-Sarine.

Mais la suppression pure et simple de la redevance impliquerait également un grave affaiblissement des radios et télévi-

sions privées qui peuplent le paysage médiatique de notre pays. N'oublions pas que ces entités profitent chaque année de plusieurs dizaines de millions de francs de subventions fédérales, prélevées sur le montant de la redevance. Sans ce soutien de taille, presque aucune télévision privée de la Suisse ne pourrait se maintenir et les radios privées se retrouveraient dans une situation précaire. D'innombrables emplois sont ici aussi dans la balance.

Et que dire du cinéma suisse ? Ce dernier profite chaque année d'environ 40 millions de francs, versés sur le montant de la redevance en vertu du «pacte de l'audiovisuel», par lequel la SSR soutient la création cinématographique suisse. Ce domaine soumis à une rude concurrence internationale est tributaire de ce soutien. Et la Suisse entière profite des succès cinématographiques produits sur son sol par des artistes du cru.

Le service public radiophonique et télévisuel est une richesse importante pour notre pays. Il apporte une plus-value indéniable à notre société. D'abord, la SSR est un formidable vecteur de cohésion pour notre pays. Elle met en valeur les spécificités de nos cultures et de nos régions linguistiques. Elle soude les communautés de la Suisse. Ensuite, la SSR renforce notre démocratie, en offrant une plateforme d'information neutre qui permet à nos citoyens et citoyennes de former leur opinion sur les sujets politiques. Enfin, la SSR structure notre société, car c'est à travers les canaux du divertissement et de l'information qu'une communauté négocie chaque jour un nouveau contrat social. Bref, chaque franc investi dans la SSR est un franc investi pour la cohésion de la Suisse.

Maintenons donc un service public de qualité, doté des moyens nécessaires pour assurer sa mission importante. Le 4 mars 2018, je voterai Non à NoBillag. ■ DR

## L'initiative NoBillag est en réalité une initiative NoSSR

**2500** Nombre de films soutenus par la SSR depuis la création du Pacte de l'audiovisuel en 1997

**13,3** millions de francs somme versée aux artistes pour les droits d'auteurs par la RTS

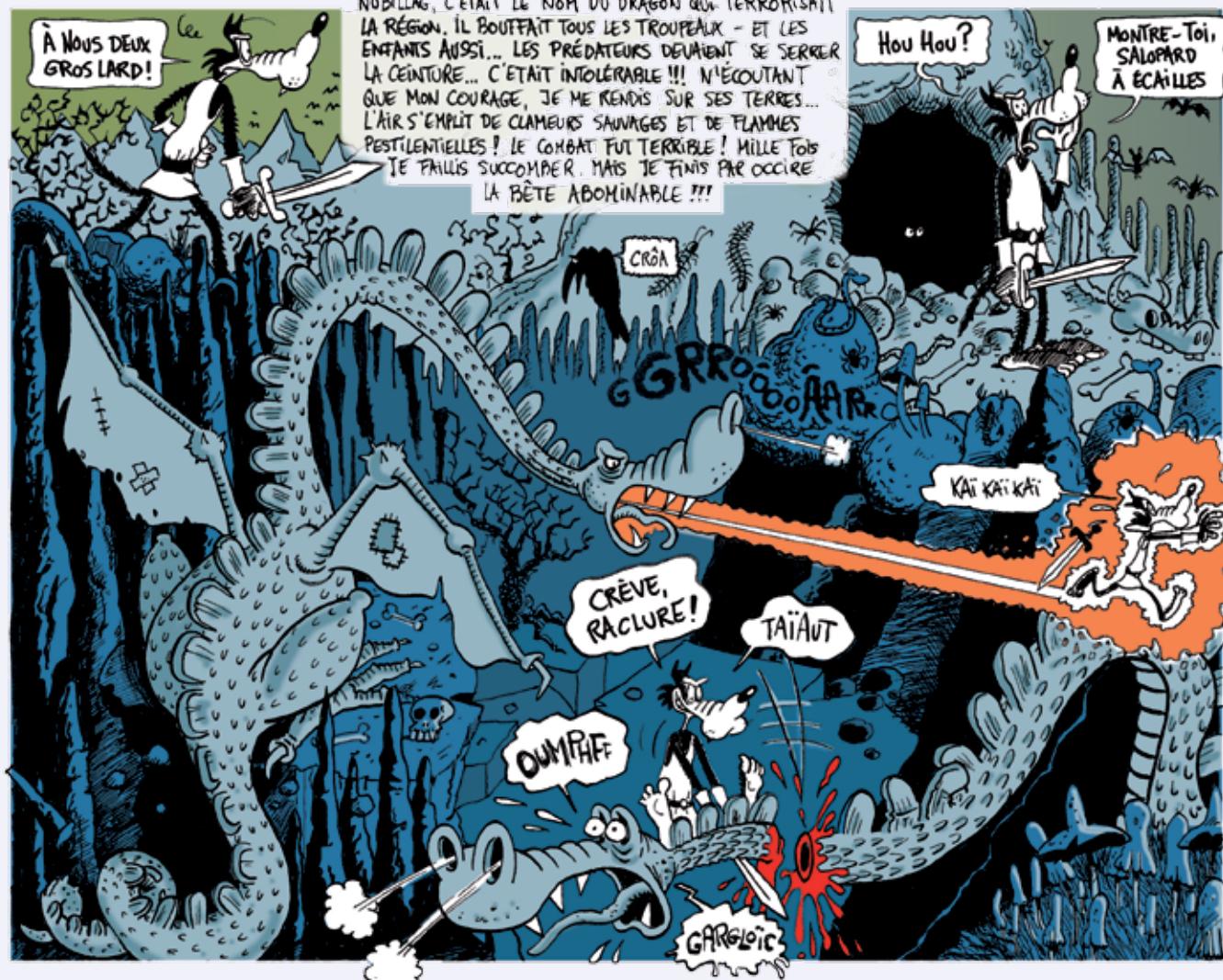
**605,1** millions de francs Dépenses de la SSR pour le domaine de l'information en 2016, 39% de son budget

**43 %** part féminine des collaborateurs de la SSR



**Christine BULLIARD-MARBACH** représente le canton de Fribourg au Conseil national depuis 2011. Démocrate-chrétienne, elle est actuellement vice-présidente de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC-N). Présidente du Groupement pour les régions de montagne (SAB), elle défend les intérêts des régions de montagne et des Préalpes, et des régions périphériques.

# LE BAR DES MAUDITS



► ACTION SOCIALE

CULTURE ◀

# 210 MILLIONS

DISTRIBUÉS PAR LA LOTERIE ROMANDE CHAQUE ANNÉE  
À PRÈS DE 3'000 PROJETS



SOUTIEN NUMÉRO 1 DE L'UTILITÉ PUBLIQUE EN SUISSE ROMANDE.

#AVECLORO

► PATRIMOINE

SPORT ◀

# culture enjeu

I CREATORI  
I FINANZIAMENTI  
IL PUBBLICO

[www.cultureenjeu.ch](http://www.cultureenjeu.ch)

N°56 • DICEMBRE 2017

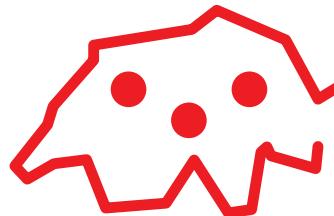
# NO BILLAG

ERA  
MEGLIO  
PRIMA...



EDIZIONE SPECIALE QUADRILINGUE

MADE IN  
SWITZERLAND



*Der Service Public gehört uns allen und steht nicht zum Verkauf!*

Nein zur Abschaffung des audiovisuellen Service Public.

Wir wollen ein öffentliches Radio und Fernsehen, welches über die Schweiz berichtet und unsere Geschichten erzählt.

*Nein zum Grounding  
des öffentlichen Radio  
und Fernsehen –  
**NEIN zu «No Billag».***

*Il service public appartient à tous et n'est pas à vendre!*

Na a la fin da la producziun audiovisuala naziunala.

Nus vulain medias publicas che rapportan da la Svizra e raquintan nossa istoria.

*Per impedir il grounding dal radio e da la televisiun publica schain nus –  
**NA a «No Billag».***

*Le service public nous appartient, pas question de le vendre !*

Non à l'arrêt de toute production audiovisuelle nationale.  
Nous voulons des médias publics qui parlent de la Suisse, qui parlent de nous.

*Pour empêcher le grounding de la radiotélévision publique,  
nous disons **NON à «No Billag».***

*Il servizio pubblico ci appartiene,  
non se ne parla di venderlo!*

No a fermare tutta una produzione audiovisiva nazionale.  
Noi vogliamo dei media pubblici che parlino della Svizzera, che parlino di noi.

*Per impedire il grounding della  
radiotelevisione pubblica,  
noi diciamo **NO alla «No Billag».***



Schweizer Syndikat Medienschaffender | Syndicat suisse des mass media  
Sindacato svizzero dei mass media | Sindicat svizzer dals meds da massa

[www.madeinswitzerland.media](http://www.madeinswitzerland.media)

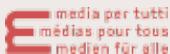


# Edito

## Cittadini o consumatori ?

### Il servizio pubblico è davvero desueto ?

Di Alberto Chollet, co-presidente di



**E**n un flusso, una corrente che passa, un cargo che ogni giorno trasporta suoni, immagini, parole. Se qualche anno fa l'offerta mediatica era già era un fiume in piena, adesso è uno vero e proprio tsunami. C'è di tutto, a qualsiasi ora del giorno e della notte, in tutte le lingue del mondo, su qualsiasi supporto, fruibile ovunque. Ci sembra di essere arrivati a un punto in cui l'abbondanza regna e non ci resta che scegliere, liberi e senza vincoli. Ed è proprio in momenti come questi - di entusiasmo o, all'opposto, di angoscia per il "troppo" - che nasce preponderante la voglia di cambiare, di sconvolgere radicalmente il nostro modo di vivere. La digitalizzazione sta raggiungendo la piena maturità in tutti i campi, la rete è pervasiva. E siccome abbiamo tutto, o crediamo di averlo, arriva inevitabile l'invito a mollare tutto.

Siamo consumatori che hanno diritto a qualsiasi cosa, al miglior prezzo possibile, anche a titolo gratuito. Ma cosa c'è dietro? Vogliamo mantenere la possibilità, in futuro, di avere ancora una voce in capitolo sui contenuti? Oppure vogliamo affossare definitivamente il nostro diritto di decidere che tipo di media vogliamo guardare e ascoltare? Il servizio pubblico è patrimonio di tutti, per definizione. Può essere reticente

e può apparire insensibile alle giuste aspettative di una parte del pubblico. I suoi programmi, quando è il caso, vanno criticiati. Ma senza un servizio pubblico, sarà il diritto del più forte a prevalere. E sarà senza appello.

L'azzeramento totale proposto dall'iniziativa No Billag corrisponde a una revoca dei nostri diritti di cittadini. Non c'è nessun piano B, non viene indicata nessuna alternativa valida. Vogliamo essere aperti al mondo, e lo siamo anche grazie ai contenuti che ogni giorno arrivano nelle nostre case dalle emittenti straniere e dai network internazionali. Ma vogliamo soprattutto poter mantenere l'alto livello di narrazione che ci distingue, e che ci permette di approfondire ogni giorno temi, sensibilità e conoscenze che fanno della Svizzera e della sua democrazia ciò che oggi è. Il regalo che ci viene offerto è un regalo avvelenato, l'invito a mettere nelle mani di un fantomatico mercato i media del nostro futuro. Come se la specificità di questo nostro Paese, e in particolare le specificità di una regione minoritaria come la Svizzera italiana, possano davvero assicurare un ritorno economico sufficiente. Certo, se un giorno sarà così, noi tutti saremo un po' meno dei veri cittadini e, molto di più, dei semplici sudditi e consumatori. ■ AC



**ALBERTO CHOLLET**

Laureato all'Università di Bologna, Alberto Chollet ha lavorato come insegnante, animatore culturale, giornalista e produttore per la televisione svizzera a Lugano (Rsi), Berna (Srg Ssr) e Ginevra (Rts). Attualmente collabora con médias pour tous, con la Biennale dell'immagine di Chiasso e con il Film Festival Diritti Umani a Lugano.

## SOMMARIO

Dicembre 2017 - n°56

### EDIZIONE SPECIALE QUADRILINGUE

**Quaderno italiano e romancio I - XII**

<b>Edito</b> : Cittadini o consumatori ?	III
La SSR in tempo di pace	IV-V
Il suono dei nostri mari	VI
Anche la musica rientra nell'ambito del servizio pubblico	VII
No Billag	VIII-IX
La clav magica	X
Pertgei senza ver in mund en tei eis ti mo termagl dil mund	XI

**300 milioni** di franchi / La somma investita ogni anno dalla SSR a favore della cultura svizzera

**200** / Manifestazioni ed enti culturali finanziati ogni anno dalla RTS

**4000** / Numero di tematiche culturali trattate ogni anno dalle reti della RTS

**33%** / Percentuale di risorse SSR destinata alla Svizzera francese (popolazione = 23%)

**43%** / Percentuale di risorse SSR destinata alla Svizzera tedesca (popolazione = 73%)

**22%** / Percentuale di risorse SSR destinata alla Svizzera italiana (popolazione = 4%)

**2%** / Percentuale di risorse SSR destinata alla Svizzera romancia (popolazione = 0,5%)

# La SSR in tempo di pace

Di Verio Pini

**L'**iniziativa No Billag, su cui presto voteremo, afferma: "In tempo di pace, la Confederazione non gestisce emittenti radiofoniche e televisive proprie" e non può riscuotere canoni. Le principali implicazioni di questa ipotesi sono già note; il Consiglio federale e il Parlamento raccomandano di respingerla, poiché la sua accettazione metterebbe non solo in gioco, ma a repentaglio le infrastrutture culturali del nostro Paese, ponendole in modo avventato sotto l'egida esclusiva dell'economia di mercato.<sup>1</sup>

La precisazione "In tempo di pace" (cpv. 6 del testo) richiede tuttavia una breve riflessione anche in prospettiva storica, per rileggere in parallelo due fattori pressoché indissociabili: la vicenda della radiotelevisione e quella delle lingue e dell'italianità, sul piano federale.

Gli inizi della radio si situano negli anni '30, con regimi nazionalistici e autoritari ad ogni confine. A quel momento anche la posizione dell'italiano a livello federale era modesta: da poco - e in veste ridotta - era stato ottenuto il Foglio federale anche in italiano (1918), mentre Ticino e Grigioni avevano ricevuto i primi sussidi federali per la lingua e la cultura (1930). Data la minaccia esterna e il bisogno di coesione, si doveva pensare alla difesa culturale e delle istituzioni e la strategia scelta non fu quella di una politica culturale centralistica, bensì una valorizzazione "dell'azione feconda che esercitano gli uni su gli altri i differenti centri linguistici e culturali che possiede la Svizzera".<sup>2</sup>

Alla radio e alla comunicazione fu assegnato un ruolo centrale, tanto per la diffusione interna che estera, quanto per la forza offerta dal trilinguismo. E infatti, in

termini di 'elvetismo' e italianità, la radio contribuì in modo efficacissimo a rafforzare la vitalità della cultura italiana nel Ticino e, inversamente, a consolidare i suoi legami con Berna, in ambito federale e con il resto della Svizzera.

Con gli anni '60 e la crescita economica la società cambia, cambiano anche le attese e la volontà di coinvolgimento nel dibattito parlamentare su scala federale per partecipare attivamente alle decisioni. La radio e la televisione completano la stampa scritta e portano in ogni casa l'attualità politica. L'impianto regionale e linguistico della struttura si consolida e giustamente cambiano anche le esigenze per una presenza più completa della lingua italiana durante i lavori del Parlamento e in tutte le fasi di preparazione dei testi ufficiali.

»



VERIO PINI

laureato in lettere all'Università di Losanna, ha completato la formazione con studi di diritto all'Università di Berna; già responsabile della Segreteria per la Svizzera italiana (2003-2007), poi della Divisione italiana dei servizi linguistici centrali (2007-2010), dal 2010 è 'Consulente per la politica linguistica' presso la Cancelleria federale e dal 2008 segretario della Deputazione ticinese alle Camere federali.

**265** franchi

Stima dell'ammontare del canone qualora la SSR producesse i suoi programmi in una sola lingua

**355** franchi

Ammontare del canone in Danimarca (5,7 milioni di abitanti, 1 sola lingua)

**3,1** miliardi di franchi

Budget della RAI (2014) contro 244 milioni di franchi della RSI

**4,4** miliardi di franchi

Budget di France Télévisions (2014) contro 392 milioni di franchi della RTS

**11,1** miliardi di franchi

Budget di ARD e ZDF (2014) contro 567 franchi della SRF

Fonte: RTS – SSR SRG

# LA RADIO DI DOMANI



Nuovamente media e politica si completano. La battaglia condotta da parlamentari come Franco Maspoli (1962) e Enrico Franzoni (1968), con mozioni memorabili per la dignità della cultura italiana, porterà alla conquista di un effettivo trilinguismo ufficiale; dapprima in Parlamento, con la presenza dei testi italiani nei lavori e nelle votazioni finali, e poi a Palazzo federale, con la creazione dei servizi linguistici centrali in Cancelleria federale, per le tre lingue ufficiali (1969), e la pubblicazione completa del Foglio federale anche in italiano (1974).

Dagli anni '90, complici i mutamenti di società, la diversità culturale e la mobilità, si impone una nuova strategia di informazione e comunicazione; la radiotelevisione si rinnova e si struttura. Similmente, cresce la volontà di spiegare l'azione dello Stato e di coinvolgere in questa partecipazione tutti i cittadini interessati alla cosa pubblica, con un'offerta informativa sempre più tempestiva e sofisticata. Grazie alla nuova Costituzione, alla legge sulle lingue e all'offerta digitale, il plurilinguismo istituzionale diviene paradigma, assurge a principio di Stato e anche l'italiano istituzionale consolida definitivamente il suo statuto.

**Viviamo un periodo che intrattiene dogmaticamente l'illusione del meno Stato, confondendo volutamente Stato e burocrazia, mentre crescono le disparità, la disinformazione e il bisogno di Stato.**

Il sistema odierno, tanto per il regime linguistico che per la piazza mediatica svizzera, scaturisce da questo lungo cammino parallelo, è una faticosa conquista collettiva e riflette equilibri confederali complessi, tra lingue, tra maggioranza e minoranze: cedere questo patrimonio – anche immateriale – all'interesse prevalente di pochi e nella misura proposta dall'iniziativa, sarebbe sbagliato, iniquo e irresponsabile.

Viviamo un periodo che intrattiene dogmaticamente l'illusione del meno Stato, confondendo volutamente Stato e burocrazia, mentre crescono le disparità, la disinformazione e il bisogno di Stato. Paradossalmente la richiesta di 'svendita' viene proprio da chi dice di difendere i valori svizzeri e l'iniziativa mette in tensione cittadini e istituzioni: va trasformata in opportunità. Per com-

petere con i nostri grandi vicini – questo vale per tutte le aree linguistiche del Paese e non solo quelle minoritarie – e contenere il pericolo di un progressivo dissolversi della nostra vita culturale e politica e delle sue peculiarità nelle culture di questi Paesi è indispensabile sostenere il processo contrario: rafforzare<sup>3</sup> e migliorare il servizio pubblico attuale, per consentirgli di vincere la battaglia del web e svolgere appieno il ruolo plurale che gli compete nel gioco democratico. ■IVP

1. 16.071) Messaggio concernente l'iniziativa popolare «Sì all'abolizione del canone radiotelevisivo (Abolizione del canone Billag)», del 19 ottobre 2016; FF 1916 7359.

2. 3742) Messaggio del Consiglio federale all'Assemblea federale concernente i mezzi per conservare e far conoscere il patrimonio spirituale della Confederazione, del 9 dicembre 1938, FF 1938 I 785.

3. Ad esempio rafforzando gli scambi e l'intercomprensione, come suggerisce la Mozione Theo Maissen (10.3055), del 4 marzo 2010, Un canale televisivo per consolidare la comprensione e la coesione nazionale. (<https://www.parlament.ch/it/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20103055>)

# Il suono dei nostri mari

Di Daniele Finzi Pasca

**Se non fosse obbligatorio pagare il canone, ma fosse solo  
una scelta individuale, lo pagherei certamente.**



## Daniele Finzi Pasca

è clown, autore, regista e coreografo. Svizzero di nazionalità, ha firmato, tra l'altro, la creazione e la regia della Cerimonia di chiusura dei Giochi Olimpiadi di Torino 2006, quella di Sochi 2014, la Cerimonia di apertura dei Giochi Paralimpici di Sochi 2014, due spettacoli per il Cirque du Soleil nel 2005 e nel 2016... All'orizzonte la prossima Fête des Vignerons di Vevey nel 2019.

**I**o sono nato su di un'isola. A sud abbiamo fratelli e cugini; siamo fatti della loro stessa pasta, ma la sottile linea che ci divide è sufficiente per far sentire che l'aria che respiriamo è diversa, che di qui e di là dalla sponda dello stesso mare ci siamo abituati a regole e tradizioni differenti. Cambiano i dettagli ma sono proprio questi a differenziare le diverse tribù. C'è pure un mare invisibile a nord che ci separa da fratelli e cugini di sangue che parlano lingue diverse dalla nostra, che speziano le pietanze in modi singolari, che ridono per battute che non capisco, ma che alle feste canoniche abbraccio come si abbracciano i parenti e la famiglia riunita attorno al pranzo di Natale.

Questo mare immaginario si oltrepassa correndo da un lato all'altro di un marciapiede. È un mare che vorremmo sereno, magico, pieno di risorse. Un mare che ci permette di sentirsi unici e speciali come in generale si sentono tutti gli insulari.

Per ricordarci chi siamo e per raccontarlo a chi ci vuole scoprire dobbiamo avere strumenti e mezzi adeguati. Abbiamo bisogni di voci, di storie da raccontare, di memoria da conservare.

Il nostro è un paese piccolo e noi italo-foni all'interno di questo micro universo abbiamo bisogno di voci che ci raccontino, che generino pensiero, riflessioni, cultura.

Le nostre radio e le nostre televisioni servono a questo e devono restare le nostre, devono appartenerci, devono continuare a

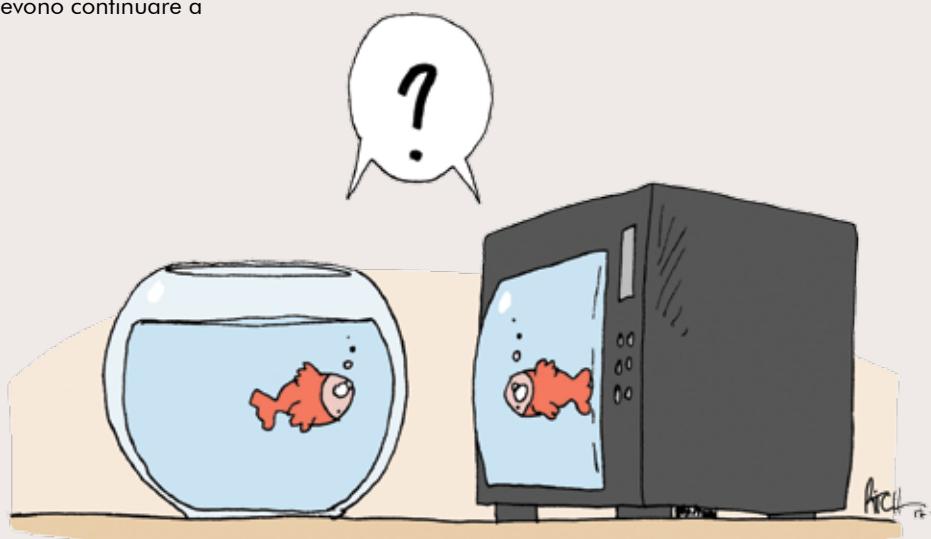
generare il suono di questo mare immaginario che ci protegge.

Ho i miei pensierini che a volte condivido al bar con gli amici, sulla nazionale che metterei in campo contro il Portogallo, sulla nuova organizzazione del traffico sotto casa mia e sulle radio e le tele che vorrei. Ho i miei pensieri e mi piacerebbe tanto che un pochino fossero ascoltati. Penso che il canone andrebbe distribuito in modo diverso sostenendo con maggior forza radio e televisioni private. Penso che dovremmo continuare a metterci in discussione provando a innovare, usando pensieri nuovi. Detto questo, non mi sognerei mai di "far saltare" la nazionale perché non gioca come vorrei, o di interrompere il suono del mare che da quando sono bambino mi accompagna, mi difende e mi ricorda da dove vengo.

Ci sono prezzi che si pagano per vivere su di un'isola circondata da distese d'acqua. Mari immaginari così belli che li passi a nuoto senza neanche bagnarti, mari tanto dolci fatti d'acqua che puoi anche bere.

Sarebbe insensato spegnere il loro suono che in fin dei conti è il rumore della nostra identità ed è il respiro del nostro modo di essere. Adoro vivere su quest'isola che per esistere ha bisogno del suono di questo mare immaginario che noi tutti dobbiamo saper proteggere, reinventandolo ogni giorno.

Io questo prezzo sono disposto a pagarlo. ■ DFP



# Anche la musica rientra nell'ambito del servizio pubblico

Di 1500 membri della SUISA

Oltre 1500 compositori, parolieri ed editori di musica attivi in Svizzera si impegnano a favore del servizio pubblico. In una loro risoluzione, hanno attirato l'attenzione dei parlamentari svizzeri sull'importanza delle reti radiofoniche e televisive finanziate con il canone. Questa risoluzione è stata promossa nel corso dell'Assemblea generale 2017 della SUISA, la cooperativa che riunisce i compositori, i parolieri e gli editori di musica in Svizzera e nel Liechtenstein.

**In**vista della sessione autunnale alle Camere federali, i firmatari hanno domandato ai parlamentari di tenere conto del ruolo delle reti finanziate dal canone e di sostenere la loro posizione nel dibattito concernente l'iniziativa "No Billag", anche nel caso di offensive dirette verso la SSR.

Le reti televisive e radiofoniche finanziate dal canone garantiscono un'ampia diversità culturale

Per i musicisti svizzeri, le reti SSR hanno un'importanza capitale. Permettono la scoperta e la promozione delle loro opere, alla quali offrono un'incomparabile piattaforma di diffusione. Finanziate dal canone, hanno un mandato di servizio pubblico in relazione diretta con la musica e la cultura. Questa missione obbliga la SSR a contribuire allo sviluppo di una creazione artistica e musicale ricca e diversificata. Le reti radiofoniche della SSR diffondono il 20% di musica svizzera, appartenente a ogni genere musicale. Una quota che corrisponde al doppio, rispetto a quella diffusa dalle reti private.

Una riduzione dell'offerta SSR avrebbe un considerevole impatto negativo sui musicisti.

La situazione attuale è minacciata, da un lato, dall'iniziativa "No Billag", dall'altro dalla volontà espressa dalla politica di voler ridurre il numero di reti della SSR. Le conseguenze per gli artisti svizzeri sarebbero drammatiche, innanzitutto perché non potranno più mantenere il contatto con il loro pubblico. Nella risoluzione, i membri della SUISA hanno quindi messo in guardia i politici sulle conseguenze di un impoverimento dei media finanziati dal canone. Questi media rinforzano l'identità culturale delle minoranze linguistiche e regionali e favoriscono lo scambio tra le diverse regioni. Questo aspetto è di primaria importanza per la coesione di un Paese multilingue.

La lista delle persone che hanno firmato l'iniziativa può essere consultata sul sito :

[www.suisa.ch/fr\\_resolution](http://www.suisa.ch/fr_resolution)

Traduzione : Alberto Chollet

## Testo della risoluzione

Un chiaro impegno a favore del servizio pubblico... e per coloro che offrono una piattaforma alla musica svizzera!

Per i membri della SUISA – i compositori, i parolieri e gli editori musicali di Svizzera e Liechtenstein – nonché per tutti gli operatori culturali svizzeri, le emittenti finanziate con il canone hanno un'importanza straordinaria. Scoprono e diffondono la nostra musica, la nostra cultura, la nostra identità musicale.

**Esortiamo tutti i Consiglieri nazionali e agli Stati a riflettere sul ruolo di queste emittenti nel dibattito sull'iniziativa «No Billag» e negli interventi per limitare la SRG SSR, e a sottolinearne l'importanza.**

Favorite la creazione artistica e culturale nel vostro Paese anziché limitarla!

- Le emittenti finanziate con il canone svolgono un compito di servizio pubblico. Ne fanno parte intrattenimento, musica e cultura.
- Grazie alla SRG si diffonde la musica svizzera di tutti i generi.
- Chi se non la SRG offre con Radio SRF Virus, Musikwelle, Radio Swiss Pop, Radio Swiss Jazz, Radio Swiss Classic o Option Musique una piattaforma anche ai musicisti svizzeri meno noti?
- Singole emittenti SRG danno voce a una quota di musica svizzera che raggiunge il 50%. Riportata su tutte le emittenti SRG, la percentuale di musica

svizzera ammonta a più del 20%. In media è il doppio rispetto a quanto trasmesso dalle emittenti private.

- Anche con interviste, trasmissioni di concerti e trasmissioni live, le emittenti contribuiscono al successo della musica svizzera.

I membri della SUISA mettono in guardia circa i problemi legati all'indebolimento dei media finanziati con il canone, i cui programmi adempiono con serietà il compito di servizio pubblico: rafforzano l'identità culturale delle minoranze linguistiche e regionali e ne favoriscono il confronto. Ciò riveste un'enorme importanza per la coesione del nostro Paese plurilingue.



## Marco Solari e Raphaël Brunschwig

Intervistati da Ivo Silvestro, giornalista, cultura e società, LaRegione

**È un Marco Solari più stupito che preoccupato, quello che incontriamo per parlare dell'iniziativa No Billag le cui conseguenze sarebbero particolarmente preoccupanti per la Svizzera italiana**

«Questa è una votazione che proprio faccio fatica a capire: altre magari non le condivido, ma ne capisco il senso; qui, abbiamo una confusione incredibile, ci si è infilati in questo vicolo cieco del "come sono antipatici quelli della Billag!». È un Marco Solari più stupito che preoccupato, quello che incontriamo per parlare dell'iniziativa No Billag le cui conseguenze sarebbero particolarmente preoccupanti per la Svizzera italiana «e dovrebbe bastare questo argomento, per convincere i ticinesi e i grigionesi di lingua italiana: paghiamo 4 e riceviamo 20. E pensiamo anche ai posti di lavoro per i nostri ragazzi che scomparirebbero... è come avere lo zio d'America che ti finanzia una vita al di sopra delle tue possibilità ma siccome è antipatico, lo fai fuori».

**Ivo Silvestro** - Marco Solari, l'importanza del servizio pubblico non si riduce però all'indotto economico della Rsi.

**Marco Solari** - Certamente: ci sono almeno due aspetti molto importanti. Il primo è la difesa dell'italianità. E l'italianità è fondamentale ma non per il Ticino: per tutto il Paese! Infatti l'italianità è difesa e fatta conoscere non solo dalla Rsi, ma anche dalle altre emittenti della Ssr – poi si può discutere se lo fanno bene o-

pure male – perché la cultura italiana è parte della Svizzera. Non dimentichiamo che abbiamo trecentomila italofoni che vivono fuori dal Ticino e dal Grigioni italiano e, soprattutto, che oltre un terzo degli svizzeri parla italiano come seconda o terza lingua! E sarebbe un'illusione pensare che, private di risorse finanziarie, la Srf o la Rts continuerebbero a valorizzare la cultura italiana: non ne avrebbero le forze, si concentrerebbero, in un'ottica di mercato, sul proprio pubblico maggioritario.

Il secondo aspetto, ovviamente, è la coesione nazionale, il tenere insieme tutti noi svizzeri: la Ssr è il "cementit" di questo Paese. L'unico che c'è rimasto visto che negli anni abbiamo perso, o non hanno più quel ruolo, molti simboli dell'elvetica: pensiamo a Swissair, alle Ptt o ad altri.

**IS** - C'è chi ha obiettato, anche in parlamento, che la coesione nazionale esisteva prima che arrivassero radio e televisioni pubbliche...

**MS** - No, non c'era molta coesione nazionale, c'era il patriottismo dei Cantoni ma le distanze geografiche erano anche mentali! Adesso magari si fa di tanto in tanto fatica a comprendersi, ma c'è sicuramente una certa sensibilità verso le altre regioni linguistiche.

**IS** - I tempi, comunque, sono cambiati: il servizio pubblico non è diventato superfluo, se pensiamo che grazie alla tecnologia è oggi molto facile sia creare contenuti audiovisivi, sia usufruire di contenuti creati in tutto il mondo? Insomma, che bisogno c'è del telegiornale se posso leggere il New York Times?

**MS** - Ma di quale informazione stiamo parlando? Noi abbiamo bisogno di un giornalismo di qualità legato alla nostra realtà. Il New York Times non si interessa alla Svizzera. E noi abbiamo anche bisogno di un giornalismo imparziale: i media privati, legittimamente, spesso portano avanti una propria linea, mentre la Ssr ha, per statuto, un approccio neutrale, e questo è molto importante per la democrazia.

**IS** - Questo comunque non preclude un ripensamento dei compiti del servizio pubblico.

**MS** - Assolutamente, ma qui apriamo un altro capitolo. La definizione di servizio pubblico è certamente interpretabile: per alcuni è servizio pubblico quello che per altri non lo è, per qualcuno una trasmissione culturale è superflua mentre per altri è fondamentale perché arricchisce le persone.

# IMPRESSIONUM

**IS** - In genere è l'intrattenimento a essere messo in discussione.

**MS** - Certo nell'intrattenimento ci sono programmi che è difficile considerare servizio pubblico, ma si giustificano perché magari aiutano a sostenere la Ssr con le entrate pubblicitarie.

**IS** - C'è poi tutto il capitolo sul cinema: dal suo osservatorio di presidente del festival di Locarno, quali pericoli vede?

**MS** - Il festival di Locarno è un festival svizzero e non può non avere un occhio di riguardo verso il cinema svizzero. Ma è possibile avere un cinema svizzero solo grazie al sostegno della Ssr. Avremmo un impoverimento del cinema svizzero, il che significa anche un impoverimento dell'identità svizzera. Magari il danno non sarebbe facilmente misurabile, ma certamente non sarebbe solo economico: riguarderebbe anche quello che sentiamo dentro, il nostro essere svizzeri.

E poi, attenzione: Locarno è un festival svizzero ma non è un festival del cinema svizzero, non siamo Soletta che è una rassegna di tutto quello che è stato realizzato nel nostro Paese. Noi, a Locarno, potremmo anche non avere neppure una pellicola elvetica, se per assurdo non ce ne fossero della qualità che reputiamo sufficiente. Ma su questo penso che Raphaël Brunschwig, il direttore operativo del festival, voglia aggiungere qualcosa.

**IS** - Raphaël Brunschwig, che cosa rischia Locarno senza il cinema svizzero?

**Raphaël Brunschwig** - I festival sono luoghi di incontro... a Locarno i cineasti svizzeri si confrontano con il mondo e il mondo si confronta con la Svizzera. Perdere questa funzione di incontro e di scambio sarebbe gravissimo, in un momento in cui c'è la tendenza a consumare gli stessi contenuti audiovisivi in tutto il mondo.

Dobbiamo renderci conto che l'industria cinematografica svizzera – e in generale europea – è troppo piccola perché possa camminare con le proprie gambe. Per mantenerla competitiva di fronte a una concorrenza internazionale sempre più agguerrita, è vitale il supporto finanziario della Ssr che con il *Pacte de l'audiovisuel* è uno dei pilastri del cinema svizzero. Rinunciare a questo farebbe tra l'altro della Svizzera un'eccezione a livello europeo se non mondiale.

**IS** - Brunschwig, non c'è un'eccessiva sfiducia verso il mercato? Davvero senza la Ssr non si troverebbero più fondi per un cinema di qualità?

**RB** - Non è solo questione di fondi, ma anche di competenze e di diffusione, perché non dimentichiamolo: il *Pacte de l'audiovisuel* riguarda anche i diritti di commercializzazione.

Grazie a questo sistema si assicura una continuità che un privato, da solo, non potrebbe garantire e si riescono a realizzare film che sul mercato difficilmente avrebbero successo ma che raccontano delle realtà che esistono e che meritano di essere valorizzate. ■

CultureEnJeu n°56

Dicembre 2017

Editore Association CultureEnJeu

**Caporedattore**

Gérald Morin • gerald.morin@cultureenjeu.ch

**Direzione e redazione**

CultureEnJeu • Rue du Petit-Chêne 25  
CH-1003 Lausanne  
+41 (0)21 311 18 77 • info@cultureenjeu.ch  
[www.cultureenjeu.ch](http://www.cultureenjeu.ch)

**Comitato di redazione**

Joël Aguet • Vincent Arlettaz • Christian Campiche • Frédéric Gonseth • Corinne Jaquier • Gérald Morin • Marco Polli • Nadine Richon • Christine Salvadé

**Art director**

Françoise Morin • francoise.morin@cultureenjeu.ch

**Ufficio grafico**

Elise Gaud de Buck • [www.lelgo.com](http://www.lelgo.com)

**Autori invitati**

[www.cultureenjeu.ch](http://www.cultureenjeu.ch) section Auteurs

**Abbonamenti e servizio clienti**

Micaela Campiche • [secretariat@cultureenjeu.ch](mailto:secretariat@cultureenjeu.ch)

**Stampatore**

Gasser Media SA • CH - 2400 Le Locle  
ISSN 1660-7678

**Illustrazioni e copyright**

Cover & illustrazioni: © Pitch Comment

III Alberto Chollet © DR

IV Verio Pini © DR

VI Daniel Finzi Pasca

© Viviana Cannialosi / Cia Finzi Pasca

IX Marco Solari © Locarno Festival / Reza Kathir

IX Raphaël Brunschwig © Locarno Festival

X Iso Camartin © RTR/Andreas Joos

XI Mario Pacchioli © DR



**RAPHAËL BRUNSCHWIG**

Raphaël Brunschwig inizia la sua carriera in Publisuisse dove resterà per 9 anni. Nel 2013 inizia il proprio percorso al Locarno Festival, inizialmente in qualità di coordinatore Sponsoring. Fu anche responsabile del progetto di rinnovamento del cinema Ex\*Rex. Nel 2016 vice direttore operativo per diventare in settembre 2017 direttore operativo del Locarno Festival.



**MARCO SOLARI**

Marco Solari, laureato in scienze sociali all'università di Ginevra, è stato nominato nel 1972 direttore dell'Ente Ticinese per il Turismo e dal 1988 ha assunto l'incarico di delegato del Consiglio Federale svizzero per le celebrazioni dei 700 anni della Confederazione. Nel 1997 assume il ruolo di vice presidente della Direzione generale della Ringier e dal 2000 è Presidente del Locarno Festival. Fu anche presidente dell'Ente Ticinese per il Turismo dal 2007 al 2015.

# La clav magica

Da Iso Camartin

**I**gl ei stau in bi ed in grond pass enteifer il moviment romontsch cura che ils responsabels han realisau l'importanza dalla preschientscha permanenta en ils mieds da massa moderns ed electronics dil lungatg plidau, en tut sias variantas ed cun sias diversitads fascinontas. Ins ha capiu che ina retscha da cudischs romontschs cun poesias e raquens dil tschentaner vargau sin cruna en stiva a casa ni era cudischs da canzuns en regals da bauns-baselgia plitost vits seigien buca il provediment bastont per schientscha e diever d'in lungatg minoritar.

Ins ha schizun realisau che gnanc ina QUOTIDIANA sco nutriment scret per il mintgadi basti la finala per tener il lungatg "à jour", vivs e lingiers en ina societat moderna. Radio e televisiun, oz era la preschientscha dil lungatg en la reit electronica, ein mieds decisivs per che in lungatg possi viver e sesviluppar.

Quei che ei schabegiau ils davos decennis enteifer igl intschess romontsch cun las medias electronicas ei segiramein remarcabel. Radio Televisiun Svizra Rumantscha ei sesviluppada sco instituzion ad ina garanta per in provediment continuau d'informaziun. Mo RTR ei oz era la pli pussenta furnidra da cultura multiforma sin in nivel professiunal respectabel – e quei grazia ad ina regla interna dalla SRG SSR, tenor la quala las ressursas internas vegnan repartidas buca tenor ils pertschients statistics dallas populaziuns linguisticas, mobein tenor ils basegns specifics da maioritads e minoritads existentas. Quella "clav da repartiziun" dalls finanzas enteifer la SRG SSR ei quei che ins sa numnar ina dallas "grondas entelgentschas" acquistadas el decours dil temps enteifer ina societat democratica e civilisada.

Quels che vulan far flucs e vendetga oz cun la SRG SSR han negina capientscha per quella clav da repartiziun helvetica che risguarda ils basegns da tuttas regiuns adequatamein. Els tschaghegnan sulettamein sil profit che lur firmas vulessen sper-tamein ed enguordamein far cun programs da divertiment e reclamas, cun schurnalissem alla bahuta, cun concentrar e globalisar informaziuns, cun spargnar personal, vul dir redacturas e redacturs independents cun condizioni raschuneivlas per ret-schercar e scriver.

L'iniziativa "No Billag" ei sco fatga per catschar a cantun aschibein l'independenza schurnalistica sco la purschida publicistica differenziada e critica. Quei vala per igl entir intschess svizzer.

Per las regiuns perifericas significass in "gie" suren ina sperdita brutalta dalla purschida quotidiana els lungatgs minoritars. Nuot encunter il fatg che era la SRG SSR sto ir en sesez e fa ina analisa critica da quei che ei necessari e quei che ei "bi da haber". Mo defender l'independenza schurnalistica e la creativitat professiunalala en tuttas regiuns linguisticas svizras ei buca mo il bien dretg dalla SRG SSR, mobein sia obligaziun. Ins sto viver in per onns en l'America dil nord per saver giudicar tgei che quei vul dir: haver negina ni mo ina fleivla instituziun publica el sectur dallas medias electronicas.

Quels che discuoran el cass dalla SRG SSR d'in radio e d'ina televisiun statala han pauca idea co tals vesan ora. Stadis totalitars han a lur disposizion agenturas medialas che derasan nuot auter che ils interess da quels che han e tegnan la pussonza. Stadis democratics dattan concessiuns ad instituzions che garanteschan la libertad d'opiniun ed il respect visavi tuttas vuschs e tut ils meinis che sefan udir en ina societat. In stadi che respecta ils dretgs humans siara quels che patratgan e scrivan en moda diversa e critica buca en sias perschuns. Anzi, el garantescha che era lur ideas e visiuns vegnien derasadas e discussiunadas.

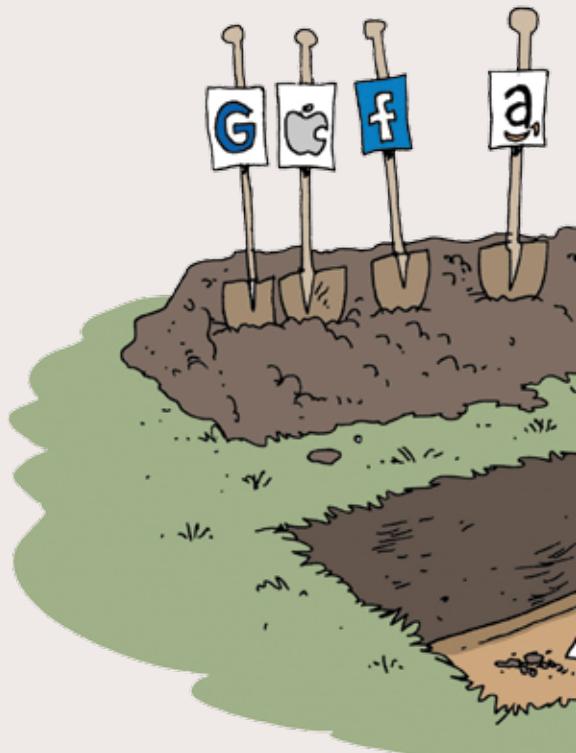
La SRG SSR po esser daventada en in sectur ni l'auter grossa e cumadeivla e sto perquei ord agen interess „ir sur il cudischs“. Schebein la Billag ei la fuorma ideala per incassar las contribuziuns obligatoricas per il survetsch public medial, astgan ins dubitar. Per 2019 ei la remedura cheu gia annunziada. Mo vuler scungierar la SRG SSR ord la fiera leu nua che ei setracta da defendr libertad, professiunalidad critica, diversidad culturala e beinesser social, fuss ina ortgadad catastrofala. Co scheva Brecht? Mo ils pli tups vadials elegian lur mazlers sezs!

Tgi che vul mantener la diversidad culturala e l'independenza mediala en nossa tiara sto votar NA encunter l'iniziativa "No Billag". ■ IC



Iso Camartin

essayist e litterat, ei staus 1985-1997 professor da litteratura romontcha alla ETH ed alla universidad da Turitg. 2000-2003 ha el dirigu la partiziun da cultura dalla televisiun DRS a Turitg. 2004-2012 eis el staus responsabels per il „luvratori operistic“ ella Casa dall' opera a Turitg. Viva a Turitg, Mustér e New Brunswick (NJ). Numerusas publicaziuns. Ultimamein: Sammeln, Vontobel Schriftenreihe, Zürich 2017.



# Pertgei senza ver in mund en tei eis ti mo termagl dil mund

Da Mario Pacchioli

Ina atgnadad dalla Svizra ei dad esser "La pintga tiara cun ils quater lungatgs naziunals". Quei muossa la Svizra era bugen egl exteriur. Giatontas gadas hai jeu astgau representar musicalmein la Svizra e ses quater lungatgs a caschun dad inscunters dallas ambassadas Svizras dapertut el mund. Il smarvegl ed il viv interess che nossa situazion linguistica evochescha, che quei seigi a Seoul, a Shanghai ni a San Francisco, ei buca da surveser, aunc meins da sutestimar. Elein dir ei sco quei ch'igl ei: Era nus essan loschs da quella varietad linguistica e culturala ch'enrihescha nostra tiara. Mo eba: Era las minoritads viven buca mo dalla bun'aria. Ellas vulan vegnir mantenidas, promovidias e sustenidas. Quei ha siu prezi. E custar cuosta era in radio ed ina televisiun naziunala dil maun public. Sche nus acceptein quella varietad e diversitat linguistica e cultura della Svizra.

Il romontsch ei miu lungatg mumma. Quel hai jeu sco affon udiu e viu el radio ed ella televisiun. Per mei sco affon era quei aschia clar: Il romontsch ei in lungatg che vegn capius sigl entir mund. Quei che vegneva el radio ed ella televisiun fuva il "mund". Jeu udevel canzuns romontschas el radio e vesovel clips e documentaziuns d'artists romontschs ella televisiun. Il "mund" cantava romontsch.

Enzacu pli tard hai jeu lura capiu che quei "mund" fuva nies mund romontsch.

Oz ha quei mund ina purschida da 24 uras radio, dad emissiuns regularas da televisiun, dad in'offerta digitala ch'accumponga nus tras il mintgadi.

RTR ei ina punt denter ils idioms, denter ils vitgs e las regiuns romontschas, mo RTR ei era ina finiastra viers las outras regiuns dalla Svizra sco era viers igl exteriur. Cun ina derasaziun naziunala e digitala da ses programs e cun ils sujetetels das emissiuns muossa RTR che la Svizra romontschiva viva e ch'ella contribuescha activamein alla diversitat ed alla singularitat da nossa tiara. Ed in punct central dad RTR: Ella dat identitad e schientscha alla cuminanza romontsch. Gest ina minoritad pintga basegna in liug da sentupada per sefar udir e per sebrattar.

En nossa situazion specifica cun negin territori da tschep linguistic e cun ina ferma diaspora romontschella bassa representa la RTR enzatgei sco il plaz cadruvi per nus Romontschas e nus Romontschs, in liug da scomi.

Cun in archiv che cumpeglia varga 11'000 ovras musicalas indigenas elllas pli differentas spartas, 47'000 documents audio e 10'000 documents video ei RTR creatura d'in bein cultural che pro-

mova quell'identitad e quella schientscha per nies lungatg romontsch, per nossa cultura e per nossa historia svizra. Ina memoria audiovisuala ch'ei in scazi cultural. Artists romontschs anflan en RTR ina promotura che dat ina plattaforma per far ils emprems pass artistics e per aschia vegnir scuvretgs dad in publicum pli vast en tuttas regiuns dalla Svizra. Plinavon ei RTR ina partenaria da medias tier grondas ed impurtontas occurrentzas culturais el Grischun. Artists ed organisaziuns profitescan dad in'impurtonta promozion els programs dad RTR.

RTR ei enzatgei sco "la patria romontsch" en tun e maletg, la suletta casa da medias audiovisuala dalla Svizra romontsch per la Svizra romontsch. Pia, quei "mund" romontsch, quel viva! Il poet Hendri Spescha di: "Pren affon il mund cun tei cu ti vas viado el mund, pertgei senza ver in mund en tei eis ti mo termagl dil mund!" Ed ins sa tgunsch daventtar in termagl dil mund sch'ins resta buca alerts. Ei dat avunda "gronds" che fan termagls senza considerar las consequenzas. In tal termagl para a mi era l'iniziativa "No Billag". Vegness ella acceptada fuss quei la fin dad RTR, la fin dad in'ancra impurtonta pil romontsch, la fin dil plaz cadruvi, la fin d'in scazi cultural, la fin d'in "mund".

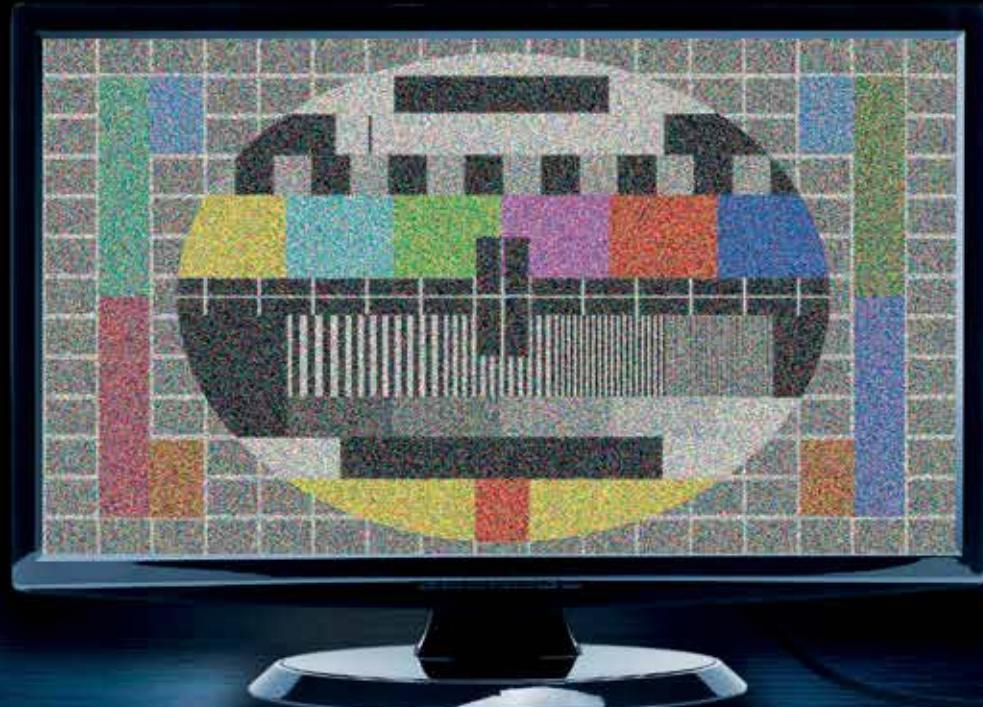
■ MP



Mario Pacchioli

ei naschius en Surselva. Suenter siu studi al Seminari scolastic dil Grischun sededichesch a cumpleinamein alla musica. Cun 23 onns obtegn el l'emprema platta dad aur e cuntionscha il spitg dalla parada da hits svizra. Cuort suenter va el a Los Angeles e frequenta il «Musicians Institute of Technology» a Hollywood. Il 2009 serenda el a Paris ed absolva sia scolaziun d'actur. Oz viva e lavura Mario Pacchioli sco actur e musicist a Paris. Project actual: "Mario Pacchioli REMAS – Poesias romontschas per cant ed orchester sinfonic". [www.mariopacchioli.com](http://www.mariopacchioli.com)





**Stellenabbau, Monopolisierung, Einheitsbrei, Überstunden bis zum Umfallen, Einsamkeit im Grossraumbüro?**

**Als starke und engagierte Gewerkschaft wehren wir uns für die freie Berichterstattung, die Medienvielfalt, gute Arbeitsbedingungen, den GAV und einen unabhängigen audiovisuellen Service public.**

**Für eine demokratische, gut informierte Gesellschaft!**

**Werde Mitglied und stärke unsere Bewegung: [www.syndicom.ch](http://www.syndicom.ch)**

**Wir sagen NEIN zu «No Billag»**

**Démantèlement, monopolisation, uniformisation des médias, heures sup' jusqu'à épuisement, newsrooms dépersonnalisées ?**

**En tant que syndicat fort et engagé, nous défendons le journalisme, la diversité des médias, les bonnes conditions de travail, la CCT et le service public des médias audiovisuelles.**

**Pour une société démocratique, bien informée !**

**Devenez membre et renforcez le mouvement : [www.syndicom.ch](http://www.syndicom.ch)**

**Nous disons NON à «No Billag»**

**Smantellamento, monopolizzazione, uniformazione dei media, ore supplementari fino all'esaurimento, newsroom depersonalizzate?**

**In qualità di sindacato forte e impegnato difendiamo il giornalismo, la diversità dei media, le buone condizioni di lavoro, il CCL e un servizio pubblico dei media audiovisivi indipendenti.**

**Per una società democratica e ben informata!**

**Diventa socio e rinforza il movimento: [www.syndicom.ch](http://www.syndicom.ch)**

**Diciamo NO a «No Billag»**

**ooo syndicom**

- mette in pericolo l'indipendenza di tutti i giornalisti e le giornaliste
- danneggia l'intera società e democrazia

- mette a rischio 2500 posti di lavoro alla SRG
- destabilizza i media privati

## PERCHÉ IMPRESUM È CONTRO LA «NO-BILLAG»?

- informazioni e contatti: [www.impresum.ch](http://www.impresum.ch)
- migliora con l'adesione di ogni nuovo membro
- lavora in modo professionale, affidabile ed efficiente
- promuove un giornalismo plurale e qualitativo
- è per una politica dei media orientata al futuro volta a

- è politicamente ed economicamente indipendente
- rappresenta in modo credibile, coerente e rappresentativo giuridica, un segretariato centrale professionale e dei fondi diversi
- protegge e sostiene tramite un'assicurazione di protezione diverse sezioni e vicino a tutti
- viene diretta da giornalisti e giornalisti attraverso le sue

## IMPRESUM...

impresum unisce, mette in rete, difende e rappresenta oltre 4500 giornalisti e giornalisti.

## CHI È IMPRESUM?

- toute la société et la démocratie en souffrirait
- l'indépendance de tous les journalistes est menacée

- les médias privés seraient aussi déstabilisés
- 2500 places de journalistes à la SSR sont en danger

## POURQUOI IMPRESUM EST CONTRE «NO-BILLAG»?

- informations et contacts: [www.impresum.ch](http://www.impresum.ch)
- améliore grâce à chaque nouveau membre qui vient l'enrichir
- travaille de manière professionnelle, consciente et efficace en faveur d'un journalisme diversifié et de très grande qualité
- s'engage pour une politique des médias orientée vers l'avenir

- est politiquement et économiquement indépendant
- représente les journalistes de manière crédible et cohérente secrétariat central professionnel et ses fonds
- protège et soutient grâce à sa protection juridique, son
- est proche des sections toutes conduites par des journalistes

## IMPRESUM...

impresum met en réseau, défend, et représente plus de 4500 journalistes.

## OUI EST IMPRESUM?

- auch private Medien würden destabilisiert
- die ganze Gesellschaft und Demokratie würde geschädigt

- 2500 journalistenbelieben bei der SRG sind gefährdet
- die Unabhängigkeit aller Journalistinnen und Journalisten ist bedroht

## WARM IST IMPRESUM GEGEN «NO-BILLAG»?

- informationen und Kontakte: [www.impresum.ch](http://www.impresum.ch)
- wird besser dank jedem neuen Mitglied
- arbeitet professionell, zuverlässig und effizient
- verfügt über eine Zukunftsgerichtete Medienpolitik für
- steht für eine Zukunftsgerichtete Medienpolitik für
- veröffentlicht Qualität hochwertigen Journalismus
- schützt und unterstützt mit Rechtsschutzvereinigung,
- professionelle Zentralsekretariat und Fonds
- vertreibt glaubwürdig, koherent und transparentiv
- ist politisch und wirtschaftlich unabhängig

- ist mit Sektionen nahe dran und wird von Journalistinnen und Journalisten geleitet
- schützt und unterstützt mit Rechtsschutzvereinigung,
- schützt und unterstützt mit Rechtsschutzvereinigung,
- vertreibt glaubwürdig, koherent und transparentiv
- ist politisch und wirtschaftlich unabhängig

## IMPRESUM...

impresum verbündet, verteidigt und verteidigt über 4500 Journalistinnen und Journalisten.

## WER IST IMPRESUM?

- Schriber Kammermusik, Chansons, Lieder,
- Chorwerke, Bühnemuusiken und musikktheatralische Stücke.
- Dozenten für Liedgesetzgebung, Bildungs- und Kulturpolitische
- Engagements als Präsident des Schweizerischen Tonkunstvereins
- und von Swissculture sowie als Rektor der Hochschule Musik und Theater Zürich und im Schweizerischen Wiessenschaffts-
- und Technologiateat



Daniel Fuetter

Die schweizerische Oftentrichkeit hat ein Recht auf Zugang zu Informationen, die ren Auswahlnicht von Privatunteressen diktiert wird, und zu einem Kulturschatz, das nicht von kommerziellen Inter- ferenzen dominiert wird. Dafür steht zum Beispiel die SRG. Die Medienoffensive der Milliardäre und der Rechtspopulis- ten – manchmal offen vorgetragen, häu- figer verdeckt vorangetrieben – gefähr- det nicht nur in der Schweiz zunehmend die Unabhängigkeit der Medien und die Viefalt des Kulturerbes. Die SRG arbeitet in unserem Auftrag, sie ist für uns alle einzusetzen. Es ist an uns, jetzt für die SRG zuständig.

Die wuchtige Abhebung der Initiative musste die SRC bestreiken, zunehmend wahnehmbare Anpassungen an das Handelspublizche im Sinne ihres beson- deren Auftrags zu meiden und in allen Bereichen im Sinne einiger Klarren Profils, der Unverwechselbarkeit und der Allein- stellung Zugeständnisse an Boulevard- sierung und Kommerz zu beschranken. Nicht nur wenn Roger und Stan oder Lau- der und Hardy mitwirken, wird ersichtlich, dass Qualität und Unterhaltungsleistung nicht durchaus schließen.

ten: Mehr Fakten, weniger Fakten, mehr Schlagzeilen, weniger Analysen, schiere Unbedarfte Behauptungen an Stelle von echten Kontroversen, Tratsch an Stelle von Informationen.

Am Herreschen hat bei mir zugeliebenen-massen Fussball Priorität, dann „Tatort“ Wallander“ (vom „Mentalist“) oder (sehr wohl auch der Lüdermischel) oder fernensehen! — ganz zu schweigen). Dann aber beschaftigen mich Dokumentar-, wiss., das viele ohne SRG nicht ein- mal produziert werden könnten. Oder: Sternstudie Philosophie“ und Reporta- genen, Sendungen also, zu deren Herstel- lung (auch dank unsrer Gedanken) die SRG über Mittel, Atem und Kompetenz verfügt. Sie tragt hier auftragsgemäß zur Rechnung gesetzt. Womit müssen wir aber rechnen? Wir geben innerhalb einer vieren Minuten Medienlandschaft einen überzeugenden ersten Eindruck des- letzten Reservate preis, innerhalb des- sen ein Vierstimmiges und ausländisches Gespräch möglichlich ist, wo Widersprüche ausgeschafft werden, wo Meinungsfindung und gesucht wird, wo Meinungsfindung und spärunghabt. Klein gedruckt die Liste des-sen, was wir mit der Einsparung einbrin- da zu „No Billag“? Feit gedruckt die Ein- nicht Stimmenumsamache das Ziel ist.

Die SRG bedarf unserei Utterstutzung Dazu gehören vernunfige Gebühren und ein deziiditer Absimungsakampf. Der Koder „Einsprägung“ ist immer verlo- ckend. Es gilt Klarzustellen, welchen Preis diese Sparpaket kostet. Es gilt aufzuzei- gen, was wir preisgeben, wenn wir uns nicht wehren.

des Gemeinwohs. Ein Freilei, auf dem die schweizerische Demokratie gründet. Die SRG tragt zur Aussattung von Bur- gerinnen und Bürgern bei, die gesell- schaftliche Verantwortung übernehmen wollen. Ich zähle mich dazu. Sendungen des Radios der SRG sind Teil meines Ta- gesablaufes. Das „Echo der Zeit“, das „Wissenschafstmagazin“ und Hörspie- le gehören in meine Studienplan. Ich werde in meiner Meining spildung unter-

Werdien, die ihr die Wahrschämung ihrer  
Auftrags möglich machen. Die politisch  
unabhängige und auch abseits des Kom-  
muzes agierende SRG soll geschwichti-  
werden zu Gunsten von privaten Anbie-  
tern, welche ausschließlich profitieren-  
tret, off politische Partikularinteressen-

instizt, mein Weiterstudiums erforderte Sicherung und ich wurde zu besinnung angewiesen. Im Wöhrel, ich auf Space "Baby" eine Sendung geschichtliche

Von Daniel Füeter

# "No Billag", Wir sollen auf unsere Kosten sparen



- Die Sender tragen auch mit Interviews, Konzertereignungen und Livesendungen zum Erfolg der Schweizer Mu-
- Die Mitglieder der Suisse Warnen vor ei- nem Kahlischlag bei gebührenfinanzierten Medien. Deren Programme nehmen den Service-public-Auftrag ernst: Sie stricken die Kulturelle definitiv sprachlicher und geografischer Mindeheit und fordern den Zuschauern, dass sie mehrsprachigen Lan-

- Einzelne SRG-Sender kommen auf ei-
- nen Anteil von bis zu 50% Schweizer
- funden eine Plattform?
- niger bekannten Schweizer Musikschaf-
- Classic oder Option Musique auch we-
- Pop, Radio Swiss Jazz, Radio Swiss
- dio SRF Virus, Musikwelle, Radio Swiss
- Wer, wenn nicht die SRG, bietet mit Ra-
- diotheater Spannen Verbreitung.
- Dunk der SRG findet Schweizer Musik
- tetaltung, Musik und Kultur gehören
- len einen Service-Public-Auftrag. Un-
- Die gebührenfinanzierten Sender erfül-
- leigene Land, statt es zu beschneiden!
- Ermöglischen Sie das Kulturschaffen im
- len einen Sender finanziert
- tehaftung, Service-Public-Auftrag. Un-
- Dunk der SRG findet Schweizer Musik
- galler Spannen Verbreitung.
- Wer, wenn nicht die SRG, bietet mit Ra-
- diotheater Spannen Verbreitung.
- Dunk der SRG findet Schweizer Musik
- tetaltung, Musik und Kultur gehören
- len einen Service-Public-Auftrag. Un-
- Die gebührenfinanzierten Sender erfül-
- leigene Land, statt es zu beschneiden!
- Ermöglischen Sie das Kulturschaffen im
- len einen Sender finanziert
- Pop, Radio Swiss Jazz, Radio Swiss
- dio SRF Virus, Musikwelle, Radio Swiss
- Wer, wenn nicht die SRG, bietet mit Ra-
- diotheater Spannen Verbreitung.
- Dunk der SRG findet Schweizer Musik
- tetaltung, Musik und Kultur gehören
- len einen Service-Public-Auftrag. Un-
- Die gebührenfinanzierten Sender erfül-
- leigene Land, statt es zu beschneiden!
- Ermöglischen Sie das Kulturschaffen im
- len einen Sender finanziert

Ein klarer Bekennnis zum Service public... und zu jenen, die der Schweizer Musik einen Plattform bieten! Ein klarer Bekennnis zum Service public... und zu jenen, die der Schweizer Musik einen Plattform bieten!

Für die Mitglieder der SUISA - die Komponisten, Textautoren und Verleger von Musik in der Schweiz und in Liechtenstein - sowie für alle Schweizer Kulturschaffende - den sind die gebührenfinanzierten Seminare ausserordentlich wichtig. Sie entdecken und verbergen unsre Musikkultur, unsre Kulturtur, unsre musikalische Identität.

Wir fordern alle National- und Standes-Debatten über die „No Billag“-Initiative auf, die Rolle dieser Sender in der Debatte über die „No Billag“-Initiative und bei Vorfossen zur Einschrankung der SRG zu bedenken und ihre Bedeutung zu betonen.

Resolutions text

SSR ausgesetzte Angebote der SSR hätte erhebliche Konsequenzen. Ein reduzierter Anreiz der SSR für die Musikschaffenden zu droht einher. Dies droht einher mit dem wiederholten ausgesprochenen Auszugsmissbrauch. Sichtlich mit dem wiederholten ausgesprochenen Auszugsmissbrauch nach wiegen SSR-Sendern. Für die Schweizer Kunst- und Politik vor der Verarmung der durch Gekauften finanzierten Medien gewarnt. Diese Medien stricken die Kulturrelle definitiv ausstausch zwischen ihnen. Dies widerrum sind die wichtigsten Aspekte für den Zusammenschluss eines mehrsprachigen Landes. Die Liste der Personen welche die Resolution unterstützen kann neben Ihnen finden Sie unter: www.suisa.ch/fr\_resolution

**Im** Hinblick auf die Herbstsession des Bundes-  
parlaments, bitten die Unterzeichnenden,  
dass die Parlamentarier die Rolle der, durch  
die Empfangsgesellschaften finanzierten Sender  
berücksichtigen, dass sie deren Position in der Debatte um  
die «No Billag»-Initiative nicht schwächen, auch im Falle einer  
Offensive gegen die SSR.  
Die durch die Empfangsgesellschaften finanzierten Fernseh- und Ra-  
diosender garantieren eine grosse kulturelle Vielfalt  
von grosser Bedeutung. So können ihre Werke endlich wer-  
den und sie bieten ihnen eine unvergleichbare Plattform.

A cartoon illustration of a man with a mustache and orange clothing being pulled by a large grey hand from behind. The hand is gripping a long wooden stick or handle. A red sign is attached to the handle, showing the letters 'DAS' on top and 'GEWALTIG!' on the bottom. The man is looking back over his shoulder with a surprised expression. The background is white with some light grey shading.

Das ist die Ansicht von ungefähr 1500 Komponisten, Textautoren und Verleger von Musik in der Schweiz und dem Genossenschaft der Urheber und Verleger von Musik in der Schweiz und dem sen. Diese Resolution wurde an der Generalversammlung 2017 der SUISA – von Empfangsgäbühren, finanzierten Radio- und Fernsehsender hingewie- einer Resolution wurden die schweizer Parlamenter auf die Wichtigkeit der, von Empfangsgäbühren, finanzierten Radio- und Fernsehsender hingewie- ger von Musik in der Schweiz, die sich für den Service Public engagieren. In einer Resolution wurden die schweizer Parlamenter auf die Wichtigkeit der, von Empfangsgäbühren, finanzierten Radio- und Fernsehsender hingewie-

Von 1500 Mitgliedern der Suiza

# Auch die Musik ist ein Service public

# Neues Mediengesetz statt Kurzschlusshandlungen

Von Albert Vitali

Wir müssen uns nichts vor machen: Niemand in der Schweiz wurde ein Kulturradio oder Fernsehsenderungen zur Volksmusik und Volkskultur machen wollen, denn kommerziell wäre dies nicht interessant.

den kommerziell waren dies nicht interessant.

oder Feinsehendungen zur Volksmusik und Volkskultur machen wollen,

WAN UND SEINEN AUSLÄNDISCHEN VÖLKERISCHEM NEMENZIN IN DER SCHWEIZ WURDE ER KURZFRISTIG

10

#### **Neuer Verfassungssatzungsklärung**

Radio oder Fernsehen zu konsumieren.

Folgen einer Annahme der Initiative

Medienplattformen der Schweiz wurde sich komplett verändert. Der neben der SRG ebenfalls Gebühren erhöhen, aufgegeben. Die auch viele der SRG verschwunden. Darüber hinaus mussten Geld wurde die SRG verschwinden. Ohne es in der Schweiz kein offentliches Medienhaus mehr. Obgleich bin überzeugt, bei Annahme der «No-Billag-Linie» gäbe

Service Public präzisiert und der Leistungssatirag der SRG überdracht werden soll. Das neue Mediengesetz soll Antworten auf die Veränderungen in der Medienbranche liefern und offenbare die Verantworten für die Punktetwerden soll. Ein neuer Medienpakt ist derzeit in Arbeit, um die Finanzierung der SRG zu rechtfertigen. Ich betrachte einen gesunden Webewerb im Medienbereich als Voraussetzung für die Vielfalt von Meinungen und Formaten, in denen sich die Demokratie und Unsere Kultur widerspiegeln. Eine Abschaffung der Gebühren wäre der verkehrt Weg in die medienpolitische Zukunft. Darum lehne ich die Initiative No Billag-Liniative ab. ■AV

ist ein Schweizer Unternehmer und Politiker (FDP). Die Liberalen), Inhaber und Geschäftsführer eines Treuhändlers, Vitali war Gemeinderat in Oberkirch von 1982 bis 2001 und Kantonsrat von Luzern in den Jahren 1995 bis 2011. Dort war er von 2003 bis 2010 Präsident seines Fraktions. Bei den Parlamentswahlen 2011 wurde Vitali in den Nationalrat gewählt und nimmt Einzelsitz in die Finanzkommission. Er ist auch Präsident

Albert Vitalli



**Promi** Philipp Cueni freier Journalist in Basel. Er verantworte viele Jahre beheim SSM das Ressort Medienpolitik und hat dort noch bei Manndat. Er gründete das Medienmagazin EDITO und leitete dieses bis diesen Sommer als Chefredakteur. Cueni ist Präsident von BALIMAGE, dem Verein für Film und Medienkunst in Basel.



Philippe Cueni

Diese Standards und Qualitäten tragen zu attraktiven Programmen bei. Und - wichtig – zu diesen Qualitäten gehört ein weites Netz von direkten Kontaktien in die Kultur- und Zivilgesellschaft. Täglich sind Mitarbeiter\*innen der SRG in Kontakt mit ex-ternen Kulturschaffenden und Akteur\*in-nen der Zivilgesellschaft. Das bildet nicht nur die Kultur und die Debatte in der Schweiz ab, sondern vermittelt auch in-putz und Aufträge in dieser Szene.

Ohne den Player SRG würden mediale Berufsfelder und entsprechende Know-how aus der Schweiz verschwinden, wel- che heute für die ganze Medienlandschaft Schweiz sorgt. Eine heimische Branche massive gesellschaftliche SRG wäre derart klein, dass die ein- ohne SRG wäre derart klein, dass die ein-

beim Dekobau, für Multimedien-Elektronik- und  
LIVE-Produktions, im Hörspielbereich, bei den  
Kiniker\*innen, im Skirennen, usw..

Nicht nur der Sportbereich zeigt, dass  
auch der technische Sektor der SRG ein  
weiterer Ankerpunkt Spinzen-Know-how  
erreicht hat - bis zu Eigennutzkungen  
bei der Radio- und TV-Technologie.

Ohne den Player  
SRG würden mediale  
Berufsfelder und  
entsprechendes Know-  
how aus der Schweiz  
verschwinden, welche  
heute für die ganze  
Branche wichtig sind.

Das alles hat im Mediensektor weiter strukturelle Auswirkungen, zum Beispiel auf die Ausbildung: Eine Ausbildung auf hohem Niveau macht nur Sinn, wenn reelle Chancen auf einen Arbeitsplatz bestehen. Abgesehen davon investiert die SRG selbst stark in die Ausbildung: mit hausigenen Ausbildungsschulen, verschiedenen Berufen und mit Praktikumsplätzen; und auch über ihre Mittelaufschafft an den Journalismus-Schulen. Die SRG definiert Berufstandards der Branche wesentlich mit. Zum Beispiel durch Ethik-Richtlinien. (Die SRG fragt sich, ob auch finanziell - denn Pressefreiheit ist „ein Grundprinzip“ - alleer Medien schaffen.)

Von Philipp Cueni

# Wärum „No SRG“ der Medienbranche schadet

4

Wenn ein derart grosser Anteil von Ar-  
beitsplätzen einer Branche verschwindet,  
geht die kritische Grösse verloren. Dies  
schwächt den Sektor, hier den Medien-

Digitized by srujanika@gmail.com

# וְאַנְתֶּן תִּשְׁמַח

## ՎԵՐԱ ՕԳՏԱՅ

bug 0

ANSWER

DEUTSCH NO BILLAG

# Jeder Franken für die SFG

Von Christine Bulliard-Marbach

33

Die „No Billag“-Initiative ist in Wirklichkeit eine „No SRG“-Initiative

Die Befürworter dieser Verhandlungsrunden argumentieren, dass genauso wie der Abschaffung der Gebühren und Fernech-Stationen schwächen. Viele gesessen mit sich, dass diese Medien jetzt weniger auf die Tatsachen vermittelten im Umfang von dutzenden Millionen Franken profierten. Dieses Geld wird durch kein Proftieren. Heute stellen die Radiosender SRG und TV-Gebühren 75 Prozent der Einnahmen aus. Aber ein kurzer Blick auf die Tatsachen vermischt dieses Argument. Heute stellen die Radiosender SRG und die Gebühren finanziert. Ohne diese schweizerischen Stationen, Unzufriedenheit überleben und die Privaten Radios wären in einer schwierigen Situation. Unzufriedenheit überlassen und die Plätze werden hier irgende gestellt.

Und was wäre mit dem Schweizer Film? Und Filmbranchen profitieren jedes Jahr von den Nutzen der SRG-Lösung?

ungefähr 40 Millionen Franken, die ihm durch den „Pacte de l'audiovisuel“ aus Schweizer Film, der inneren raum internationalen Konkurrenz ausgesetzt ist. Die gesamte Schweiz profitiert von den Film-Hits, die auf Schweizer Boden von einheimischen Kinoschaltern geschafft werden. Der Service Public ist ein Reichtum für unser Land. Er bringt einen unverkennbaren Mehrwert mit sich. Zuhörerstorforderungen haben die SRG nicht minder als die SRG-Unterstützung Zürcherinnen und Zürchern. Ein Reichtum für unser Land. Er bringt ihnen Künsten geistiger Kultur und Kulturerbe. Ein Reichtum für unsere Demokratie, da sie eine neutrale Beobachterstätzung bietet und die Meinungsbildung der Bürgerinnen und Bürger unterstützt. Und zuletzt strukturierte SRG-Unterstützung der Gesellschaft, denn gerade durch die Gesellschaft, deren Vertrag jedem Tag neu verhandelt, Kurzformationskanäle wird der Gesellschafts- und Individualität der Schweiz dienen.

**2500** Anzahl der von der SRG umvertriebenen Filme, seit Beginn des Pakete de laudovisuel 1997  
**13,3** Mio. Franken Wert der Künster, wurden von RTS an Kunstrechte für Autorenrechte bezahlt  
**605,1** Mio. Franken die Ausgaben der SRG im Bereich Information im Jahr 2016  
39,9% des Gesamtbudgets

Christine Bulliard-Marbach vertritt den Kanton Freiburg seit 2011 im Nationalrat. Die CVP-Mandatsstrategin ist aktuell Vizepräsidentin der Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrats (WBK-N). Als Präsidentin der Schweizerischen Arbeitsgemeinschaft für Berggebiete (SAB) steht sie für die Interessen der Rand-, Voralpen- und Alpenregionen der Schweiz ein.



Kritisch sind wir Grünen auch des gewisse Verengung des politischen Bilcks auf Bundesratsparteien. Und für uns geht es umfassst die ganze Sprachregelungen hinzu, die sich heute bei der SRF viel zu wenig spiegeln. Aber das sind Kritikpunkte, die man mit dem BGB

Da wird immer wieder glasklar, was Service public eigentlich ist: Es geht um Information, um Einordnung, um Building, aber auch, ja, um Sport, um Unterhaltung, und all das zu einem ersten Preis. Man muss beim Service Public nicht 2000 schwunglichem Preis. Man kann in die Hand nehmen, um nur schon oder fast 3000 Franken in die Schweiz zu bekommen. Das ist bei neuem umfassendes Sportangebot zu bekommern. Das ist bei neuem bald nur noch einem taglichen Gebührenfranken alles inklusive. Dazu gehört auch Sport, Kultur, Unterhaltung, Zürchericht. Denn weil alle bezahlt, haben auch alle ein Anrecht darauf, dass ihre Interessen auf vernünftige Weise befriedigt werden.

Dabei sind wir Grünen nicht unkritisch. Wir finden es problematisch, wenn der Bundesrat gleichzeitig die Gebührenplafoniert und dafür der Werbung bis hin zu Admeria freien Lauf lässt. Die Gebührenfinanzierung sollte ausreichen für die Erfüllung des umfassenden Auftrags. Werbung und Datensammlung sind kritisch zu betrachten.

Der Service public in der Schweiz ist eine republikanische Einrichtung. Er hat sich in und mit der Gesellschaften natürlich verändert, verändert den müssen: durch zwei Weltkriege hindurch, mit den gesellschaftlichen Emanzipationsbewegungen. Und er muss sich jetzt den Herausforderungen der Digitalisierung und der Globalisierung neu stellen. Aber es ist klar: wir brauchen diese Infrastruktur der Demokratie, als Ort für eigensinnige Initiativen gelingen sollte, das Schweizer Volk im Verein mit anderen selbsternannten „Volksspartei“, dazu zu bringen, sich mit so wie jener der privaten Service public-Veranstalter – zerstört. Dann kontrollieren ein paar Familien und eine oder zwei Parteien den Schweizer Zeitungs- und Online-Markt. Berütschtes heute braucht es den Service public in manchen Regionen als Gegenwart.

Die Initiative, die im März 2018 zur Abschaffung  
kommt, heisst im Volksmund „No-Billag“. Also geht  
es vorergründig um Geld. In Wirklichkeit geht es  
aber um etwas ganz anderes. Voralb geht es um ein  
Stück Mediendemokratie. Demokratie lebt von der Vielfalt und  
von der Verteilung der Macht.

Wesentlich dabei ist etwas Fundamentales: Der Service public  
ist und muss in seinem Selbstverständnis eine Einrichtung sein  
von der Gesellschaft und für die Gesellschaft, nicht des Staates.  
So ist er historisch auch entstanden, aus den Regionen: das  
heiss damals Studio Bern, Studio Basel, Studio Zürich, Lausan-  
ne, Genf, Lugano. Am Anfang standen Initiativen von Bürgern.

Von Balthasar Galli

# Es geht nicht um Geld, sondern um unabdingige Service-Public-Medien: Für Vielfalt und Demokratie



Balthasar Glättli studierte Philosophie und Germanistik grundete ein Internat-Städtchen, war lange Generalsekretär von Solidarität sans frontières, Zürcher Nationalrat der Grünen und seit 2013 Präsident der Sichereheitspolitischen Kommission (SPK-N) und der Stataatspolitischen aktuell auch Mitglied der SVP.



Kolleginnen und Kollegen, die in den noch verbleibenden Monaten nicht nur um einen Beruf, sondern vor allem um die Geschäftlichkeit der Arbeit wünschen, sollten sich auf dem Spiel.

Als Journalistin, Journalist unbabhängig zu arbeiten. Und damit die SRG dezimiert, sondern es wurde auch in allen anderen Medien schwieriger. Die Informationstrichterin „No Billag“, -initiative vieler Würde es nach einiger Anspannung „No Billag“-initiativ Medien Unabhängigkeit. Auch für Journalistinnen in Privaten Medien werden abseitien, wird enorm anstreigen. Und Druck ist Gift für die Kolleginnen und Kollegen, die in ihrer Verantwortlichkeit gesegneten. „Auch das steht in der „Erfolg“.

Offiziellkeit hat den Vorhang vor jeder anderen, insbesondere über bei den privaten Medien. Doch was alle wissen: Je mehr Das tun die Kolleginnen und Kollegen bei der SRG genauso wie Unabhängigkeit zu bewahren. Durch „No Billag“ sind mehr als 2500 Journalistische Stellen direkt bedroht. Aber nicht nur diese der Druck auf die Stelle zunimmt, desto schwieriger wird es, die jene bei den privaten Medien. Doch was alle wissen: Je mehr

Wegen 2500 Journalistinnen und Journalisten arbeitslos werden, platzt der Arbeitsmarkt aus allen Nächten. Der Druck auf die

immer wieder an die Berufsschule erinnern und sich so für noch Zukunft tun können. Jene, die sich und ihr berufliches Umfeld dass sie und ihre Berufsschule einnehmen und -kollegen das auch in jenen Journalistischen Job machen und sich dafür engagieren, oder politische Interessen fördern. Jene, die einen Kommerziellen Einsatz, dass ihre Arbeitgeber die innere Rucksicht auf Pressefreiheit - so unabdingig wie irgend möglich berichten. Jene, die sich arbeiten: Gut sind Jene, die - stets der Gesellschaft verpflichtet sind je nach Unnahmestyp anderer, doch wo auch immer sie wieder in die Gelegenrichtung. Ihre Möglichkeiten und Grenzen le von privaten zu öffentlichen Rechtlichen Medien und zahlreiche anderen nur, weil man an beiden eine gute Journalistin, ein guter Journalist sein kann, wechseln vie- bei öffentlichen Naturlich! Und umgekehrt auch! und nun Journalisten bei privaten Medien besser als

Leiter der Arbeitsmarkt aus allen Nächten. Der Druck auf die

**S**

Die Informationstrichterin „No Billag“-initiativ der Gesellschaft der SRG dezimiert. Doch mit einer Annahme von „No Billag“ wird die Journalistin zu öffentlicher Rechtlichen Medien eine gute Journalistin, ein guter Journalist sein. Oftentimes eine gute Journalistin nur, weil man an beiden eine gute Journalistin, ein guter Journalist sein kann, wechseln vie-

als Journalistin, Journalist unbabhängig zu arbeiten. Und damit die SRG dezimiert, sondern es wurde auch in allen anderen Medien schwieriger. Die Informationstrichterin „No Billag“, -initiativ der Gesellschaft der SRG dezimiert. Doch mit einer Annahme von „No Billag“ wird die Journalistin zu öffentlicher Rechtlichen Medien eine gute Journalistin, ein guter Journalist sein. Oftentimes eine gute Journalistin, ein guter Journalist sein kann, wechseln vie-

Von Urs Thalmann

## Arbeiten Journalistinnen bei privaten Medien besser als bei öffentlichen?

Er begann 2004 bei Impressum. Projekte der DEZA und des FDA in diversen Staaten. „good governance“ - die Demokratisierungs-, Dezentralisierungs- und Ausenspolitik der Schweiz und anschliessend am Institut für Föderalismus der Universität Freiburg für Nach seinem Juristischen Studium in Zürich und ist Geschäftsführer von Impressum, dem Verband der Schweizer Journalistinnen und Journalisten.



# Schweizer Fernsehen & Schweizer Filmcaf en Eine langw ahrende Partnerschaft

So ist es in allen „kleinen“ europäischen Ländern: In Belgien, den Niederlanden und in den Skandinavien: unterhalb der 10-Mio.-Einwohner-Grenze sind die öffentlichen Fernsehanstalten die umgangliche Verbindung zwischen nationalen Filmgesellschaften.

Von Denis Rabagliia



Goretta und Michael Soutter. Die Produktionsgesellschaft, die sie für ihre ersten Kinofilme erhielten, erlaubten den Durchbruch des jungen Schweizer Films „auf internationaleinflussreiche und wichtige Filmfestivals“.  
Filmschaffenden der anderen Regionen des Landes, indem sie eine regelmäßige Zusammenarbeit mit den anderen Einheiten der deutschen Schweiz zum Beispiel, wird der Diaklett zum Eckpfeiler dieser Politik.  
Denn wenn das SF keine Dialektfilmproduzierter, wer macht es dann? Beispielsweise kann man nicht die deutschen Fernsehanstalten! So hat sich im Laufe der Jahrzehnte zwischendem dem Schweizer Fernsehen und dem Schweizer Kino eine erfolgreichere Zusammensetzung ergeben. Gewiss hat sie nicht mehr darüber gesprochen. Farben ob in Genf, Zürich oder Lugano, da sie sich der soziokulturellen Unterschieden zwischen den beiden Ländern nicht bewusst waren das Verschwinden der SSR, eine Stellungnahme von 25 % der Finanzierungen des Schweizer Films und Dokumentarfilmes sowie die gleichzeitige Zerstörung der Filmmaterialien. Wer wird am Tag nach der Abschaltung – sollte sie die Filmzeitschriften bestimmt nicht! ■ DR

Jene Welt  
widergespiegeln, in  
der wir selbst leben,  
und nicht nur die  
Welt, in der unsere  
Nachbarn leben.

Diese Form der Zusammenarbeit wurde im „Pacte de l'Audiovisuel“ festgehalten. Die Verbindung zwischen Parteien verhindert, in der aktuellsten Form der Finanzierungen wird alle 4 Jahre zwischen den Parteien vereinbart, zur Verwendung freigegeben. Diese finanziellen Mittel werden unter den Einheiten für das Fernsehschaff- und dem Filmstudio (die editorielle Verwendung liegt in den Händen der Unabhängigen Produzenten) verteilt. Somit wird, logischerweise, von den Einheiten mehr Geld in Fernseh- und Filmproduktionen als in Filmproduktionen gesetzt und genauso logisch wird mit der Finanzierung festgelegt, wo das Werk des ersten oder im Kino.

Nachbarn leben. Kino und Schweizer Fernsehen folgten auch dieser Logik, aber mit einer viel komplexeren, multikulturellen Realität. Die SRG bestehet aus 4 Einheiten, welche je einer der nationalen Sprachen zugeordnet sind. Jede Einheit hat die Aufgabe, Filme oder Dokus in ihrer Sprache zu produzieren oder koproduzieren, anhand von Mitteln, die der jeweiligen Bevölkerung vertraut sind. Interpreten und Technikern des Bereichs ruengsdliche Entsprchen, und in Zusam- menarbeit mit den Autoren, Produzenten, Regisseuren und Technikern des Bereichs den Sprachgebieten.

6  
n  
6  
9

Für ihre Rolle in „Fünf oder Flamm“ von Markus ist frischhafende Theater - und Filmschauspielerin. Fischer erhielt sie 2003 den Schweizer Filmpreis als beste Darstellerin und für „Hello Goodbye“ von Stefan Jäger (2007) und für „Verliebte Freunde“ von Werner Schweizer (2012) jeweils eine Nominierung. Nebenberuflich arbeitet Mona Petri als Altenpflegerin.

### Mona Petri



Da lassen wir nicht zu! ■ MP

Wir lassen zu, dass uns der Einblick und die Einflührung ins An-dere und in die Vielfalt abhanden kommen. Aber das lassen wir nicht zu.

Wenn wir zu lassen, dass solche Arbeiten - seien es Spie-leschaft, Dokumentarfilme, Hörspiele, Wissenschaftsendungen, Philo-sophische Gespräche oder Reportagen nicht mehr gemacht und gesetzten des freien Marktes unterworfen ist, kann sich kaum Sprachregelheit werden können (und ein Medienhaus, dass den ausgesuchten Künsten nicht nachgemacht und Biographien noch weniger geholt und verstanden und zuneh-

men ausgerechnet werden).

Es ging darum, ein Wir und eine gemeinsame Sprache zu schaf-fen, Versteches sichbar zu machen, Unrechts, Unheilbar zu ei-ninem und zu beweinen. Um das, was Kunstleisten kann und muss. Und was sie überlebenswichtig macht für eine Demokra-tie. Deshalb braucht sie Schutz und Förderung. Besonders dort, wo sie sich der Zartheit, des Schambadenein und Westeren-

nen annimmt. Dort auch, wo Wenige zu Wenigen sprechen. Kinder, Bürgerinnen, als Kampfende und Scheiternde zu erzäh-len. Es waren nicht lautet Meisterwerke. Und ich selber war darin die Meisten davon waren mit Herzblut und Anspurch untermom-mene Versuch, etwas über unser Leben als Frauen, Männer, Medien bezahlen, die er auch konsumierte. Meilen Punkt bringt einen will“. So habe ich einen Meilenstein der No-Billag Initiative in einer SRG-Radiosendung sein Anliegen auf seiener Platte hören. Und habe gefaßt: Das wün-

schte ich eingemauert haben, was sie an Mei-schen, Menschen, die sehen wollen, was sie ohnehin schon ungern in sich eingemauert haben, die bestätigt haben, die desinteressiert sind an Verständnis und Mitmachend. Sie haben sich eingekiegt. Wenn jede nur noch berichtet ist, für die eigenen Interessen einzuleben, und jeder nur schaut, dass er bekommt, was er bestellt hat – was hat das mit Demokratie zu tun?

„Eine demokratische Gesellschaft erzählen alle. Nicht nur die professionellen Erzählerinnen und Erzähler. Da ist jeder und jedes Friedenspreises des Friedenspreises des demokratischen Buchhandels. Vieleinander es Carolin Emcke in ihrer Dankserede anlässlich der Formulierung des Friedenspreises des demokratischen Buchhandels. Zu erzählen, in der alle angesprochen und sichtbar werden.“ So und Studenten, jede und jeder ist wichtig, um eine Gesellschaft und Pastoren, Unternehmertinnen oder Offiziere, Rentnerinnen ohne, die mit mehr und die mit weniger Bildung, Dragqueens und Pasters, die mit mehr und die mit weniger Bildung, die mit Arbeit und Idee relevant, alte Menschen und junge, die mit Arbeit und die Professionellen Erzählerinnen und Erzähler. Da ist jeder und jedes demokratische Gesellschaft erzählen alle. Nicht nur die

„Kultur nur abbliebt, sondern auch Kultur schafft, weil sie alle Sprachregelheit sich von Kommerziellen Anbieter, weil sie alle unterscheidet und Mieter und Abnehmer, weil sie alle das Streben nach Quote, sondern die Qualität, Glaswandig-

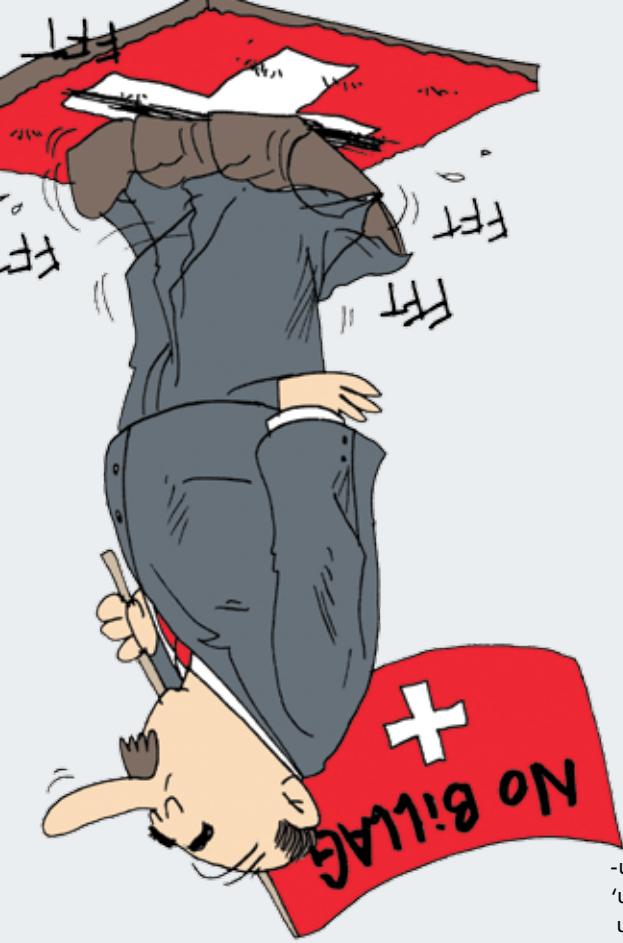
... Kultur nicht nur abbliebt, sondern berücksichtigt, Sprachregelheit sowie Mehr- und Abnehmer, weil sie alle keit und Relevanz in den Vorbergrunden steht, von politischen und

Wirtschaftlichen Interessen und handhabt ist.“

# „M,“

Von Mona Petri

# Eine demokratische Gesellschaft erzählen alle



## Die "Patrioten"

Die Führungsriege dieser selbsternannten Organisation begann zu verstehen, was sie an-erriichten hattet. „Wenn wir ohnehin schon Land verloren haben“, sagten sie sich, „es kann uns nichts passieren.“ Das Land zusammengeschlossen, was die anderen erreichten hatten. „Wir müssen nicht zu ersetzen.“

Also beginnen immer mehr Leute im Land, Erungenenschaften zu vererben, die riesen Land ausgemacht hatten. Zu die- sem Zweck mussten neue Begriffe eingeführt und die Sprache angepasst werden, um das bald auch geschaht. Aus Bedürftigen wurden Sozialschmarotzer, Aus Asylsu- chenden wurden Wiirtschaftlichlinge, aus denen die sich für das Gemeinwesen interessierten, wurde die Class- e-Politique. Begegnisse reaktiviert. Schweizer Werke mit Fussen zu treten, die anderen schweizerten sich fortan Patrioten. Wann im- mer sie bei einem Volkssbegheben mehr als 50 Prozent der Stimmen er- reichten, sollte die andere Hälfte der stimmen nicht mehr als 50 Prozent der Begriffserung kuscheln.

„wurden, den althergebrachten Gemein-  
schaften Konnten und aufhören  
Geg-  
schein waren es, wenn wir politische Geg-  
ner diffamieren konnten und aufhören  
wir - wie andere Länder auch - unsre  
Demagogien und Populisten hätten! Wie  
wenn wir egotistischer waren und statt für  
ihel aufregender könnte unser Land sein,  
ausgleich für Spaltung sorgen“).

Umgang untereinander. Ihre Geschicke waren speziell  
hatten sie gelehrt, aufeinander Rücksicht zu  
nehmen und unter sich die Meinungen zu  
respektieren. Es gehörte zu den Traditionen dieser  
Länder, dass die Menschen in diesen Ländern,  
die sie gelehrt, aufeinander Rücksicht zu  
nehmen und unter sich die Meinungen zu  
respektieren. Es gehörte zu den Traditionen dieser  
Schweizer darauß, Mindestchein und An-  
dersenkenende nicht auszutauschen, son-  
derm einzubinden. Sie entwickelten Überzeugungen  
darin, einen Konsens zu finden. Und wenn  
es dennoch Unstimmigkeiten gab, wurden  
sie durch Konkurrenz gelöst. Und wenn  
nicht radikale Entscheidungen getrof-  
fen, sondern Kompromisse geschafft. Das  
war manchmal langwierig, aber es funkt-  
ionierte in der Regel recht gut. Und es  
war wichtig, weil dies Land weder aus  
sprachlichen, noch aus ethnischen, kon-  
fessionellen oder geografischen Gründen  
eine Einheit bildet. Die Schweiz war nur  
deshalb ein geistes Land, weil ihre Be-  
wohnerinnen und Bewohner dies wollten.

war einmal eine Schweiz, der es reicht gut gelingt, besser jeder- fälls, als Vileien andern Landern. Für dieses Wholergehen, gäb es eine Menge Gründe. Die Menschen, die in dieser Schweiz leben, waren früher und zuweilen auch schlaub. Sie investier- ten in Bildung und Forschung. Sie waren lange von Kriegern oder anderen grossen Katastrophen verschont geblieben. Aber vor allem platteten sie einander sehr allein.

Von Pedro Lenz

# ES war ein mal



**suisseimage**

schweizerische Genossenschaft für  
Urheberrechte an audiovisuellen Werken  
Bühnen- und Urheberrechte für  
Verwaltung der Urheberrechte für  
Bühnen- und Urheberrechte für  
Lausanne | 021 313 44 55  
Berne | 031 313 36 36  
Lausanne | 021 323 59 44  
mailto:suisseimage.ch | www.suisseimage.ch

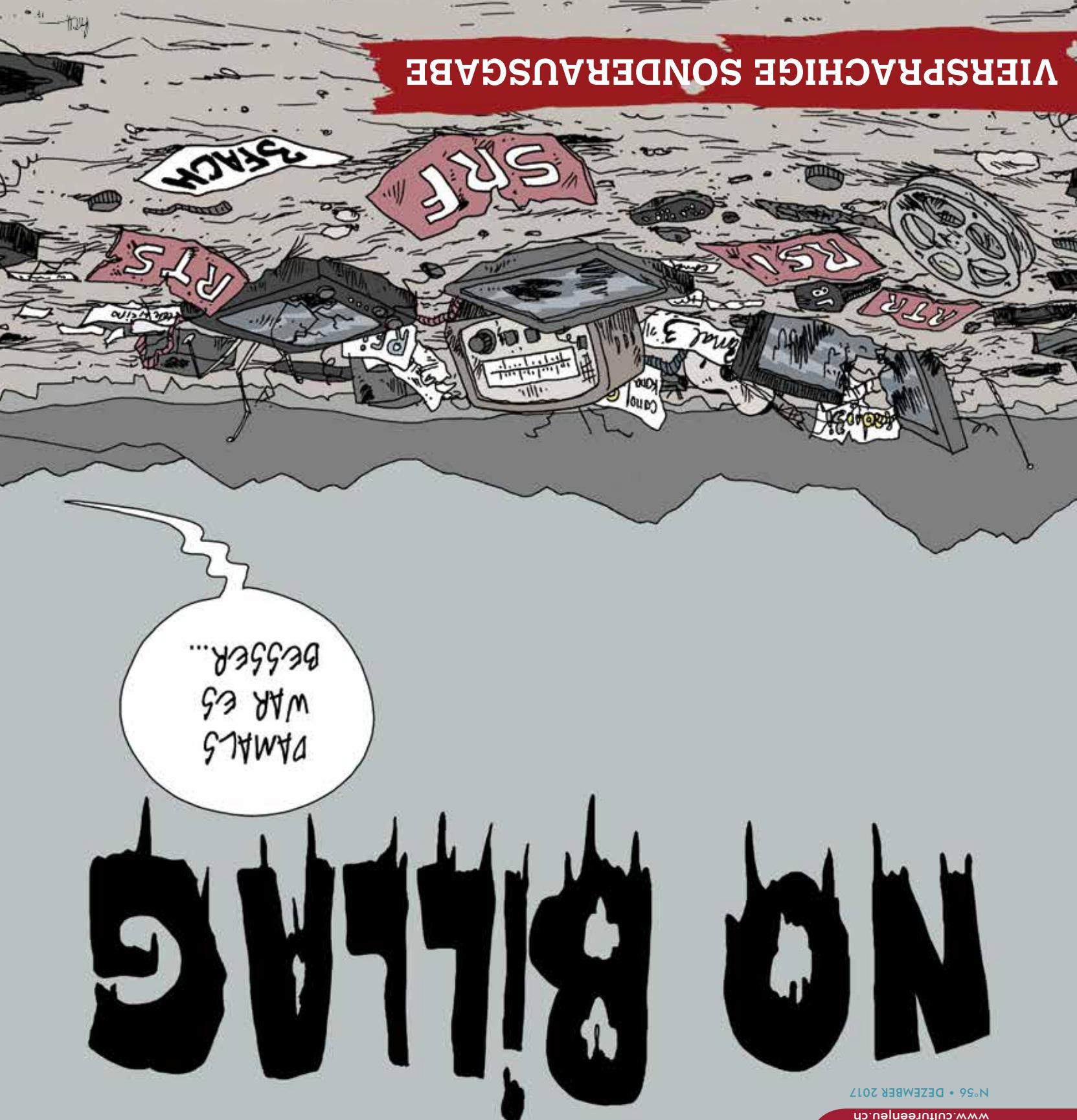
**ess**  
Société des  
audiovisuals



Die Kulturfonds von SUISSEIMAGE und SSA fordern das Kulturschaffen  
und die Entwicklung von neuen Projekten.

**Hinter jedem audiovisuellen Werk  
stehen Menschen.  
Wir schützen ihre Urheberrechte.**

VIE SPACHIGE SONDERAUSGABE



N°56 • DEZEMBER 2017

[www.culturajenjeu.ch](http://www.culturajenjeu.ch)

culturajenjeu

PUBLIKUM

GELD

KULTURSCHAFFENDE